

Canton, l'usine du rêve chinois

Fleuron de l'industrie manufacturière, le delta de la rivière des Perles se cherche un nouveau modèle.



La cage et l'oiseau

Quelle meilleure région que le delta de la rivière des Perles pour offrir un point de vue sur le miracle économique chinois et les défis à venir. Ce qui n'était qu'une campagne semi-tropicale il y a trente ans est devenue aujourd'hui la zone la plus dynamique du pays et l'aire urbaine la plus peuplée du monde. Au cœur du Guangdong, de Canton à la baie de Hong Kong, la ville s'enchaîne sur 150 kilomètres. La croissance précipitée de cette province surnommée « l'usine du monde » a été orchestrée dans les années 80 par le pouvoir central. Les résultats sont fulgurants : un tiers des biens exportés par la Chine sont fabriqués ici, sur seulement 2 % de la superficie du pays. Mais après des années fastes, le Guangdong est désormais confronté à plusieurs crises.

La première est économique. La ville de Dongguan illustre parfaitement avec une baisse des investissements étrangers et la délocalisation de nombreuses entreprises vers d'autres pays asiatiques et provinces chinoises. En 2008, anticipant ce ralentissement, l'ancien numéro un du Guangdong avait résumé son plan par une formule : « *Vider la cage pour y faire entrer de nouveaux oiseaux* ». Soit chasser les vieilles fabriques, exportatrices de produits bas de gamme et très polluantes pour attirer des entreprises modernes, voire high-tech. Lors de notre reportage nous avons trouvé une ville, certes loin d'être sinistrée mais à des années-lumière de Shen-



Valentin Ehrlich / Cuej

zhen. Cette fausse jumelle a entamé la montée en gamme de sa production quelques années plus tôt. On s'y vante d'être à la pointe de l'économie chinoise. C'est là que les géants Tencent, Huawei ou Foxconn, têtes de gondole des nouvelles technologies, se sont implantés. Et dans certaines start-ups, nichées dans les buildings de la ville, on travaille pour faire passer la région du « *made in China* » au « *Innovated in China* ». La crise est aussi sociale. La deuxième génération de mingong, les ouvriers-paysans venus remplir les usines du delta, aspire à une vie meilleure que celle de leurs parents. À la marge des villes, les jeunes que nous avons rencontrés veulent s'intégrer et bénéficier, comme les natifs, d'un véritable accès aux services publics. Le ralentissement de l'activité économique pourrait

enterrer les rêves de ces laissés-pour-compte de quinze ans de croissance à deux chiffres. Autre revers de cette industrialisation folle, près de la moitié des terres arables du delta est fortement polluée. Les métaux lourds finissent dans les bols des habitants du Guangdong mais la chape de plomb du pouvoir maintient la population dans l'ignorance des dangers. Seuls une poignée de magasins proposent des produits plus sains. Côté famille, la fin de la politique de l'enfant unique ne semble pas être synonyme de boom des naissances. Beaucoup nous ont confié vouloir, avant tout, offrir une situation confortable à un premier enfant. Loin de Pékin, le Guangdong a symbolisé la première étape du rêve chinois. C'est peut-être là aussi que débuttera la prochaine.

Ismaël Halissat

Sur le delta, des rizières à la jungle urbaine (p.6)

Plongée dans le delta de la rivière des Perles, à Canton, Dongguan, ou Shenzhen, là où les buildings côtoient les bouis-bouis, pour un monde tout en dissonances.

Taux de change
7 yuans valent 1 euro

Mingong
En mandarin, « ouvrier-paysan ». Migrant chinois venu de la campagne pour trouver du travail en ville

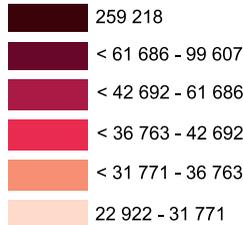
Hukou
Passeport qui recense l'identité, le lieu de naissance et de résidence à présenter à l'entrée de chaque province

Mao Zedong
1893 - 1976. Père fondateur de la République populaire de Chine

Deng Xiaoping
1904 - 1997. Numéro un de la Chine de 1978 à 1992 qui a initié une série de réformes économiques et a ouvert le pays au reste du monde

Xi Jinping
Né en 1953. Actuel président de la République populaire de Chine

PIB par habitant par province en 2013 (en yuans)

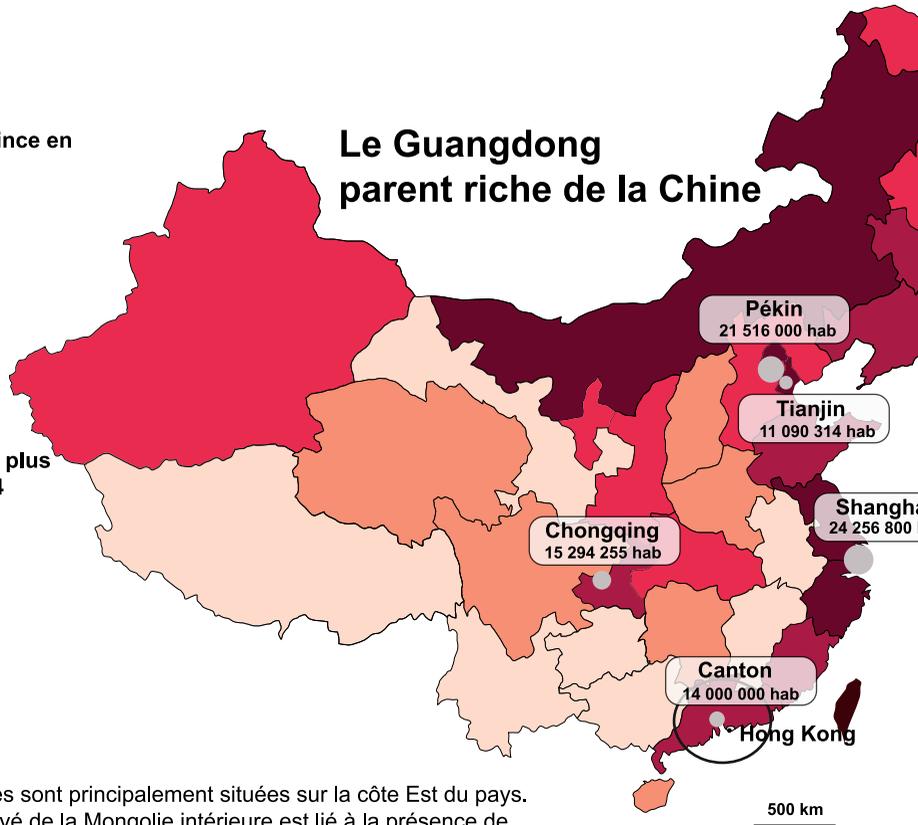


Les six aires urbaines les plus peuplées du pays en 2014

- Tianjin
- Canton
- Chongqing
- Pékin
- Shanghai
- Lieux de reportage

Les provinces les plus riches sont principalement situées sur la côte Est du pays. Le PIB par habitant très élevé de la Mongolie intérieure est lié à la présence de pétrole.

Source : Bureau national des statistiques chinoises
Crédit : Hélène Gully / Cuej



UNE FAMILLE À RECOMPOSER

- Deux enfants, le nouveau dogme (p.12)
- Témoignages (p.13-17)
- Parents et enfants, à chacun son toit (p.18)

- « La Chine doit contrôler ses naissances » (p.19)
- Shenzhen - Hong Kong, l'épuisant chemin de l'école (p. 20)



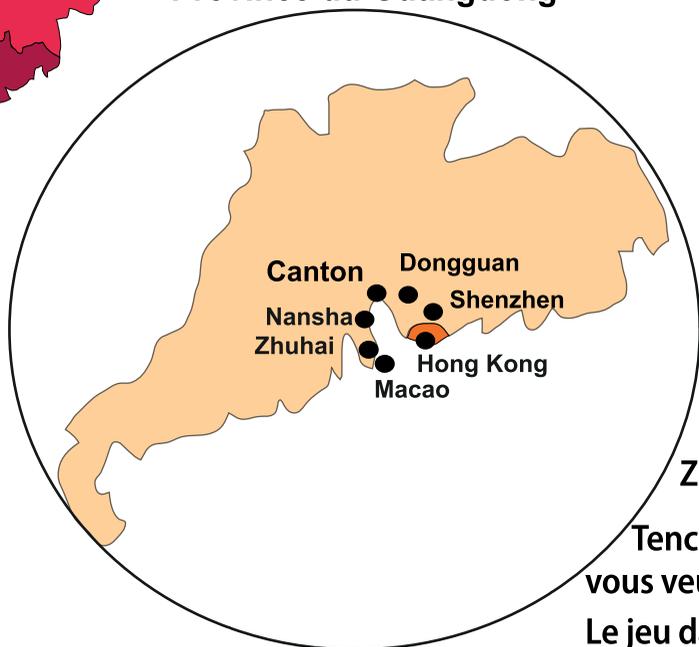
CROISSANCE SOUS PRESSION



- Le port de Canton dragage
- A Shenzhen, les loyers explosent
- Emploi : Macao a les jets
- Canton s'achète une cure
- Ma machine Afrique
- Le casse-tête du plomb
- Zhuhai, le vert à moitié



Province du Guangdong



DES PLANS SUR L'AVENIR

Les start-ups préparent le rebond en avant (p.36)

Zhai présent dans le futur... (p.39)

Tencent, des applications qui vous veulent du bien (p.40)

Le jeu dangereux des boursicoteurs..... (p.43)

Les industries veulent filer un meilleur coton (p.44)

Les jeunes mingong réclament leur part du rêve chinois (p.46)

Des écoliers de seconde classe (p.50)



MISSION



Les multinationales (p.22)

Les entreprises montent dans les tours (p.25)

Les entreprises (p.27)

La culture foot (p.29)

..... (p.30)

Les entreprises dans l'assiette (p.32)

Les entreprises vide (p.34)





Sur le delta, des rizières à la jungle urbaine

Tout est démesuré dans la plus grande mégalopole du monde. Jeunes branchés et paysans-ouvriers s'y croisent dans un bouillonnement perpétuel.



Valentin Ehkirch / Cuej



Valentin Ehkirch / Cuej



Nicolas Serve / Cuej

Les longues tiges de paille chatouillent le sol, font voler un peu de poussière. Une femme toute frêle, vêtue d'un ensemble vert et jaune fluo bien trop grand pour elle et d'un chapeau conique tressé, manie son balai, dans un va-et-vient lancinant. Depuis longtemps, sur l'allée gigantesque, il n'y a plus rien à ramasser, à part les quelques brindilles de sa longue brosse, qui s'effilent et s'échappent. On est à Zhujiang New Town, quartier d'affaires de Canton, là où les gratte-ciels sont si hauts qu'on pourrait presque, au dernier étage de l'un d'eux, souffler sur la chape de smog qui s'avachit sur la ville. En arrière-plan de cette affaire d'époussetage, tout proche et tout loin à la fois, deux big buildings de verre se font face, comme deux boxeurs aux bustes glabres rutilants qui se jaugent, fiers. Là se joue l'histoire ordinaire

Le delta de la rivière des Perles



(1) www.worldbank.org

du Lilliputien dans l'immensité, l'unicité d'un destin parmi des millions. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2015 (1), le delta de la rivière des Perles est désormais l'aire urbaine la plus vaste et peuplée au monde. Si l'on additionne les habitants de toutes les villes du delta, plus Hong Kong (7 millions) et Macao (550 000), on obtient une population d'environ 70 millions de Chinois pour un territoire trois fois plus grand que l'Île-de-France. Edifiant quand on sait qu'il y a encore trente ans, rizières et plantations de cannes à sucre s'étendaient ici à perte de vue.

Le président Deng Xiaoping, qui a pris la succession de Mao Zedong en 1978, métamorphose cette région agricole en territoire d'expérimentation pour étancher sa soif de mutation économique. Succès immédiat : la Chine entre dans >>>

>>> « l'économie socialiste de marché ». Les manufactures champignons de Shenzhen, première zone économique spéciale lancée en 1979, comme celles de Dongguan, Foshan et consorts, happent des millions d'ouvriers-paysans, les mingong, main-d'œuvre modelable et bon marché. Bientôt, la province du Guangdong devient « l'usine du monde ». La région profite de la proximité avec Hong Kong, encore colonie britannique, et de la tradition commerciale historique de Canton que l'on décèle dans les vestiges des comptoirs européens du XVI^e siècle.

70 millions de Chinois pour un territoire trois fois plus grand que l'Île-de-France

Urbanisation à marche forcée

Entre 1978 et 1994, le PIB du Guangdong bondit de 319 milliards de yuans (43,3 milliards d'euros) à 4 859 milliards et la population s'accroît de 25 %. Les vagues humaines fondent sur les villes et leurs industries d'électronique, de textile, de papeterie ou de jouets. L'urbanisation se fait à marche forcée. La course au béton devient le deuxième moteur de la croissance. Car la terre est une propriété publique et le Parti communiste décide de son usage. Aujourd'hui encore, ce système porte ses fruits et remplit grassement les caisses municipales. En

2015, Canton a engrangé 13,6 milliards d'euros de vente du droit d'usage de la terre, soit 40 % de son revenu global.

Ce qui donne souvent, compte tenu des liens étroits qu'entretiennent promoteurs immobiliers et figures politiques, des villes un peu disparates. A Canton, le long de la voie rapide, s'alignent de longues barres d'immeubles sans charme, tellement décrépies qu'on en distingue à peine la couleur originelle. Rose passé ici, bleu pâlot là. On y imagine la vie monotone des petites mains. Celles qui, après avoir vissé des têtes de poupées ou enfilé les lacets de baskets Adadas

ou Nike toute la journée, vont décrocher de leur fenêtre en grillée leur linge trempé par l'une des pluies furieuses qui s'abattent sans prévenir. Pas si loin, autre ambiance : un quartier condensé, aux ruelles étriquées, aux bouis-bouis qui se succèdent, aux grosses boules de fils électriques emmêlés. Aux façades un peu miteuses qui se collent presque l'une en face de l'autre.

Alors que la croissance de la ville a toujours dépassé les prévisions, les anticipations actuelles des autorités cantonaises, qui tablent sur 18 millions d'habitants pour 2020 – quand la ville en compte



A gauche : photos Valentin Ehkirch / Cuej

actuellement 14 millions – semblent pour la première fois trop ambitieuses. Mais si Canton a vendu 4 millions de mètres carrés de terrain en 2015, la place disponible rapetisse inexorablement.

Bicoques en bois ravagées

Çà et là, quelques poches de villages se maintiennent. Comme celui-ci, à l'est, près de l'île universitaire sur laquelle, dix ans auparavant, tous les champs ont été avalés. A seulement dix minutes en minibus collé-serré se dresse Shenjingcun, petit hameau de pêcheurs, parmi une jungle si dense qu'elle en cache même les cimes des gratte-ciels. Quelques villageois à la peau tannée s'affairent dans leurs plantations. Les autres sont des pêcheurs. Des bicoques en bois ravagées côtoient de nouveaux bâtiments gris foncé, qui tranchent avec les alentours verdoyants. Et puis, au milieu de rien, une rangée de grosses berlines allemandes, dont on n'arrive pas à imaginer à qui elles peuvent appartenir. Combien de temps avant que l'aire urbaine n'engloutisse l'endroit ? Une femme est adossée à la porte d'une de ces maisons couleur souris.

1979

La première Zone économique spéciale (ZES) de Chine voit le jour à Shenzhen, limitrophe de la colonie britannique de Hong Kong. Des mesures fiscales et juridiques avantageuses incitent les compagnies à s'y installer, profitant d'une main d'œuvre abondante et peu chère. L'année suivante, trois autres zones sont créées à Shantou, Zhuhai et Xiamen. La création, et le succès par la suite, de la ZES de Shenzhen marque l'ouverture économique de la Chine.

Regard inquisiteur puis sourire édenté. Cette villageoise a une grande confiance en l'avenir. Elle est persuadée que sa demeure toute fraîche ne subira pas, dans un futur proche, les à-coups furieux de bulldozers.

Yuan Qifeng est professeur d'urbanisme à l'université Sun Yat-sen. Il conseille la municipalité depuis une décennie et a également dressé l'un des plans d'urbanisation de la métropole, au début des années 2000. Cigarette à la main sur laquelle il

tire à peine, il explique le mouvement qui s'opère actuellement : l'urbanisation de Canton va désormais s'orienter vers l'est et le sud. Car au nord, des montagnes. Et à l'ouest ? Foshan. Comprendre : les deux villes ont tellement gratté territoire sur territoire qu'elles en sont arrivées à se toucher. Si ces deux géantes souhaitent garder leur propre entité administrative, leur fusion a d'ores et déjà commencé. Une ligne de métro les lie depuis 2011.

Vitres cassées et fougères

Les infrastructures de transport jouent un rôle fondamental dans l'interconnexion des villes du delta. A Canton et Shenzhen, le réseau de métro zèbre les agglomérations. Partout, les routes nationales ont été remplacées par des autoroutes, où les motos délabrées zigzaguent entre les voitures dernier cri. Sans parler des ports, des aéroports. Ici, tout est si disproportionné qu'il fallait bien l'inventer : un mégapont Hong Kong – Zhuhai – Macao de 42 kilomètres au-dessus de la mer s'achèvera l'an prochain. Pas étonnant de voir cette nappe de pollution constante qui plafonne la mégalopole. Et ce, même si « l'usine du monde » hoquette, en pleine crise de la quarantaine. A Dongguan, là où les mécanismes infernaux des manufactures bas de gamme hurlaient à temps plein, certains moteurs se sont tus. Dépassées par la concurrence des pays asiatiques émergents, les manufactures fermées ne se comptent plus. Quelques zones industrielles sont à la limite de l'abandon : l'une d'elle a les murs de ses usines défraîchis, les vitres cassées, les traces noirâtres d'un incendie passé. Les fougères prennent leurs aises. L'allée, elle, est bordurée par des palmiers. Comme Dongguan, beaucoup de villes du Guangdong sont confrontées à un double défi : la nécessaire qualification de la main-d'œuvre et l'augmentation de la population. La plupart des travailleurs sont des paysans ouvriers. Dorénavant, les régions en croissance du centre de la Chine grandes pourvoyeuses de travailleurs, comme le Sichuan, les retiennent. Un jour peut-être, la petite nettoyeuse de rue de Canton emportera son balai pour aller elle aussi vers les provinces intérieures.

Romain Boulho et Meng Suhxin



Romain Boulho/Cuej



Annika Will/Cuej



Romain Boulho/Cuej



Tsvetana Balabanova/Cuej





Valentin Ehkirch/ Cuej



Nicolas Serne/ Cuej



Valentin Ehkirch/ Cuej

Le delta de la rivière des Perles compte 70 millions d'habitants. A Canton, capitale de la province du Guangdong, les vestiges des rizières laissent place aux immenses tours de verre dans Zhujiang New Town. Les parcs de la ville apportent une touche de verdure. A quelques mètres des enseignes aseptisées de Beijing Lu, des marchands préparent la viande sous les yeux des passants. Non loin des usines, les zones rurales habitées par les paysans-ouvriers échappent encore à l'urbanisation. (Les photos des pages 2 à 7 ont été réalisées par les étudiants du Cuej à Canton, sauf celle du centre pages 8 et 9, prise à Shenzhen, et celle en bas à gauche page 10, prise à Dongguan.)



A gauche : photos Romain Boulho/ Cuej



Valentin Ehkirch/ Cuej

家庭

中国的家庭正承袭多孩政策历史，所有准备好的二孩，追过追溯划背景而然下，二孩，养家，抚育，抚育之念，当代当结的缩影：劳动力逐龄化，子女夫妻双顾，其担，往更的解，令们忧的深，多境生过香返习众家折子。

正承袭多孩政策历史，所有准备好的二孩，追过追溯划背景而然下，二孩，养家，抚育，抚育之念，当代当结的缩影：劳动力逐龄化，子女夫妻双顾，其担，往更的解，令们忧的深，多境生过香返习众家折子。



Deux enfants, le nouveau dogme

Après de multiples assouplissements de la loi, l'enfant unique a vécu. Aujourd'hui, le Parti communiste veut rajeunir la population, sans pour autant ouvrir la porte aux familles nombreuses.

Un enfant joue avec une sculpture sur l'île de Shamian à Canton.

Près de quarante ans de contrôle des naissances se sont achevés sur un tweet. Le 29 octobre 2015, l'agence officielle de presse chinoise Xinhua annonce au monde, en anglais et en moins de 140 caractères, que la Chine abandonne la politique de l'enfant unique. Le bruit courait déjà depuis l'été. Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, la loi permet désormais à tous les couples chinois d'avoir deux enfants.

Votée en 1979, avec les grandes réformes économiques de Deng Xiaoping, la politique de l'enfant unique répondait à un boom démographique préoccupant : de 540 millions en 1949, le nombre de Chinois frôlait le milliard. En agitant le spectre de la surpopulation, le gouvernement espérait abaisser le taux de fertilité. Géré par le planning familial à tous les niveaux administratifs, de la province au comité de quartier, le contrôle des naissances concernait la population Han mais exemptait les minorités ethniques, qui aujourd'hui encore sont soumises à des quotas moins contraignants. Le Parti communiste clame ainsi avoir évité 400 millions de naissances.

Des bébés sous conditions

Au fil des années, la politique s'est assouplie, surtout dans les campagnes. Un deuxième enfant était accordé aux parents d'un premier-né handicapé, ou d'une fille dans les campagnes. En dehors des 22 cas d'exemption prévus par la loi, de lourdes peines guettaient les contrevenants. Dès son arrivée au monde, un bébé doit être enregistré auprès des autorités pour obtenir un certificat de naissance. Sans ce sésame (le hukou), pas d'accès aux services de santé ni à l'éducation. Lorsqu'un couple transgressait la loi avec un deuxième enfant, père et mère devaient s'acquitter chacun d'une amende, pudiquement appelée « frais de maintenance so-

ciale », dont le montant pouvait atteindre six fois le revenu annuel du couple.

Parmi les nombreuses dérives qui ont découlé de la politique de l'enfant unique, l'importance traditionnellement accordée aux garçons dans la société chinoise a généré avortements et infanticides sélectifs, suivi d'un grave déséquilibre entre les sexes chez les jeunes générations. Entre 2000 et 2013, 100 filles sont nées pour 117 garçons. D'après la Commission nationale de la population et du planning familial, ce ratio engendre déjà un manque d'épouses avec, en 2020, un surplus prévisible de 30 millions d'hommes en âge de se marier.

**Entre 2000 et 2013,
100 filles sont nées pour
117 garçons**

Aujourd'hui, la Chine a dépassé 1,3 milliard d'habitants, et compte ses cheveux blancs avec inquiétude. La population ne

vieillit pas seulement : elle vit aussi plus longtemps. Fin 2015, les plus de 65 ans étaient 130 millions, soit plus de 10 % de la population (1). Lorsque la première génération d'enfants uniques a atteint l'âge adulte, le problème dit du « 4-2-1 » a émergé : 4 pour les grands-parents, 2 pour les parents et 1 pour l'enfant. Alors que, traditionnellement, les descendants prennent soin des anciens quand ils peinent à subvenir à leurs besoins, le ratio est intenable. La pression économique est énorme sur les jeunes couples.

Pour résoudre ce casse-tête, le Parti communiste a décrété en 2000 un grand assouplissement du contrôle des naissances : si un couple était composé de deux enfants uniques, il avait le droit d'avoir deux enfants. Pour autant, il n'y a pas eu de ruées vers les maternités. A Canton, alors que 14 000 couples étaient éligibles (2), seules 360 naissances supplémentaires ont été enregistrées sur neuf ans. Une goutte d'eau dans une ville de 14 millions d'habitants. Et sur la Chine entière, c'est un timide 12 % des couples éligibles qui a répondu à la volonté gouvernementale. >>>

M. Wu

« Je regrette de vieillir sans mes deux enfants autour de moi »

Monsieur Wu est mauvais joueur. Assis à la table de jeu, il dispute une partie de mahjong avec trois de ses amis. Et il perd. L'ingénieur de 64 ans ne cesse de s'agiter sur sa chaise, observant le plateau par-dessus ses lunettes. Ses plaintes emplissent le minuscule salon de sa maison, encombré par un grand aquarium et une étagère entièrement dédiée aux figurines de différents dieux. Aucune photo de ses enfants n'est visible. Il en a pourtant

deux, un garçon et une fille. Il a même un petit-fils, l'enfant de son aîné. Wu prend très à cœur son rôle de grand-père. L'ingénieur s'en occupe aussi souvent que possible, et rêve même d'en avoir un deuxième. Mais son aîné refuse d'en entendre parler. « A la campagne, la tradition veut qu'on ait de nombreux enfants. En ville, la pression est très forte pour les travailleurs, ils n'ont pas le temps d'en élever plus d'un. Ici, à Canton, les parents veulent

donner une meilleure qualité de vie à leur enfant, en leur payant des écoles très réputées et en les inscrivant à des activités extrascolaires très onéreuses. » La fille cadette de Wu, née illégalement du temps de la politique de l'enfant unique, a grandi à la campagne, cachée des autorités et loin des siens. Elle vit désormais au Canada. « Je regrette beaucoup de ne pas pouvoir vieillir avec mes deux enfants autour de moi », se désole Wu.

(1) Institut national d'études démographiques
(2) *The Economist*, « China's two-child policy will underwhelm », 31 octobre 2015



Elodie Trondec/Cuej



Chloé Gamdoffo/Cuej

>>> Pourquoi le Parti communiste peine-t-il tant à convaincre ses citoyens de faire plus d'enfants ? D'abord parce que la politique de l'enfant unique, qui mêlait récompenses et pressions psychologiques et physiques, a trop marqué les esprits. Pour la plupart des jeunes Chinois, envisager un avenir à biberons multiples est complètement inédit, voire saugrenu. Quant aux femmes qui arpentent les grandes avenues des quartiers d'affaires, tailleurs-talons et le smartphone greffé à la main, elles sont bien mieux éduquées et indépendantes financièrement qu'il y a trente ans. Peu désireuses de sacrifier leur liberté chèrement acquise malgré les pressions familiales, elles se marient plus tard, et repoussent, volontairement ou non, l'échéance du premier enfant.

Les enfants laissés au village

Elever un enfant dans les villes, où, davantage qu'ailleurs, la vie est une compétition, rebute plus d'un jeune. Entre les loyers qui grimpent, les écoles privées hors de prix et les écoles publiques surpeuplées qui réclament des « donations », beaucoup de couples en situation précaire confient leurs enfants aux bons soins des grands-parents, au village, où l'éducation est plus accessible. On estime à plus de 60 millions le nombre d'enfants « laissés derrière » à la campagne parce que leurs parents travailleurs ne pouvaient les emmener avec eux.

La politique des deux enfants visant à rajeunir le pays et à donner à la Chine, qui rêve d'industrie haut de gamme et de nouvelles technologies, les

moyens de ses ambitions, déclenchera-t-elle l'augmentation de naissances espéré ? Difficile de le prédire : la réforme n'a que quelques mois, et les cadets sont encore dans le ventre de leur mère. Les organismes de planning familial n'ont eux-mêmes toujours pas fixé les règles de la nouvelle politique et les sanctions qui attendront les couples rêvant d'une famille nombreuse. La province du Guangdong évoque des restrictions d'accès aux services publics et aux prêts bancaires, sans plus de détails.

Mais une chose est sûre : le rôle répressif de l'État va s'amoindrir et laisser la place à une propagande nataliste. Dans le Guangdong, les congés parentaux ont déjà été allongés et le libre choix du mode de contraception est laissé aux couples. Même si la loi ne débouche pas sur le miracle démographique escompté, elle a le mérite de tourner une page sombre de l'histoire chinoise contemporaine. Avec la fin de l'enfant unique, les avortements forcés, même à huit mois de grossesse, et les infanticides et l'ingérence violente dans l'intime vont tomber dans l'oubli. Et pour les jeunes s'ouvrir un avenir familial plus serein que celui de leurs aïeux.

Nina Moreno, Shen Yuyun et Wu Yongling

Dans les rues de Canton.

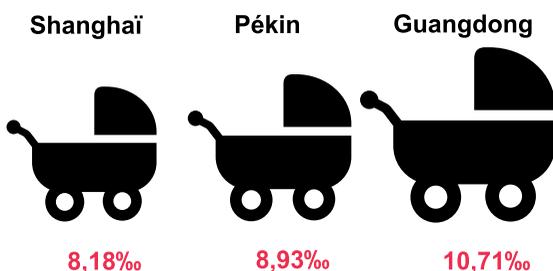
À la campagne, plus d'un enfant sur trois est considéré comme abandonné



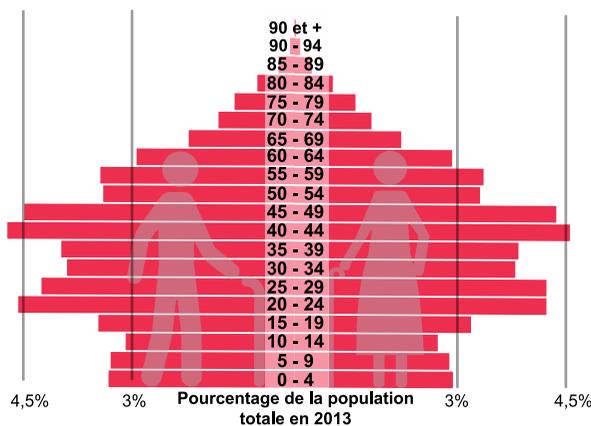
64,9% des enfants abandonnés à la campagne l'ont été bien que les parents soient vivants et ensemble

Source : Rapport 2015 du planning familial sur le développement de la famille.

Un taux de natalité inégal



Un pays qui vieillit



Justin Delépine/Cuej



Chen Fangfang et Zhong Ming

« Nous travaillerons le plus possible pour lui offrir le meilleur »



62,7% (100 millions) des enfants abandonnés le sont en milieu urbain



44% des enfants abandonnés le sont avant leurs deux ans

Source : Rapport 2015 du planning familial sur le développement de la famille.

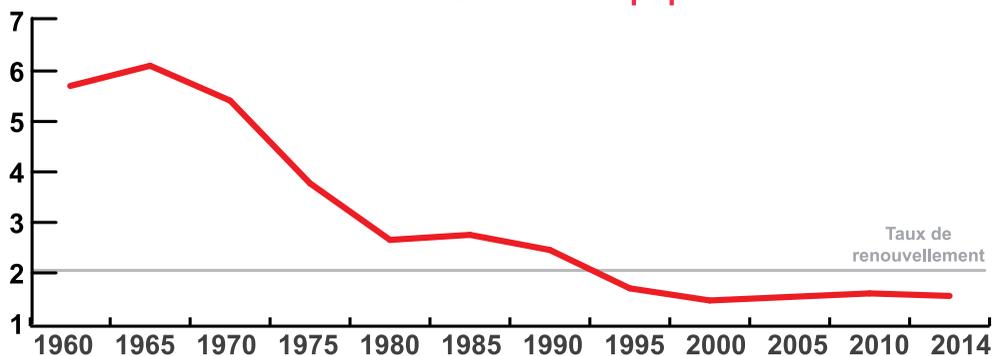
Chen Fangfang n'aime pas raconter comment elle a rencontré son mari. C'est lui qui narre l'histoire. Chen Fangfang, 29 ans aujourd'hui, et Zhong Ming, d'un an son aîné, se sont parlés pour la première fois sur Internet, en mai 2009. Une pratique peu conventionnelle en Chine, surtout à cette époque. Elle vient du Guangxi, lui du Hunan, leurs chemins ne se seraient probablement jamais croisés. Après deux mois d'échange par écrit, elle lui propose de se rencontrer. Aujourd'hui, ils sont mariés depuis trois ans, se sont installés à Canton pour y travailler et sont les parents d'une petite Zhong Zixuan, deux ans (photo à droite ci-dessus). Ils planifient un deuxième enfant, un garçon si possible. « Deux, c'est parfait. C'est la famille dont

on rêve. » Ce qui fait du couple un soutien inconditionnel à la politique gouvernementale : « C'est un moyen de compenser le vieillissement de la population et le manque de main-d'œuvre. Mais il ne faut pas plus de deux enfants par famille, c'est pour ça que le gouvernement doit exercer un contrôle sur les naissances. » Leurs salaires de vendeur de consoles de jeux et de bijoutière couvriront difficilement les frais d'éducation de deux enfants. Le couple ne disposant pas d'un hukou urbain, il ne peut pas inscrire Zhong Zixuan dans une école publique. « Nous payons 3000 yuans (408 euros) par mois pour le jardin d'enfants privé. Et l'inscription à l'école

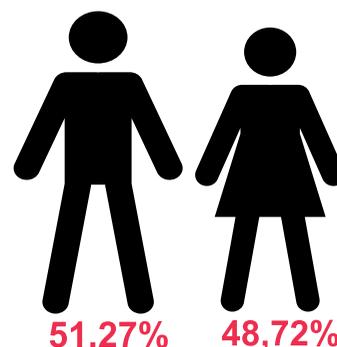
primaire revient à 80 000 yuans. C'est cher, mais les écoles privées ne se limitent pas à fournir des connaissances aux enfants, elles s'attachent aussi à développer leurs capacités. L'équipement y est meilleur, tout comme la qualité de l'enseignement. » Quand Zhong Zixuan sera plus grande, elle ira vivre chez ses grands-parents maternels, dans le Guangxi, car le couple n'aura pas le temps de prendre soin d'elle. « Nous ne verrons Zhong Zixuan que le week-end. Nous travaillerons le plus possible pendant la semaine pour pouvoir lui offrir ce qu'il y a de meilleur. C'est dur, mais nous nous devons de faire de notre mieux. »

« Il ne faut pas plus de deux enfants par famille »

Le taux de fertilité ne permet plus le renouvellement de la population



Une société davantage masculine (2013)



Xie Xu

« Il est important de ne pas grandir seul »

A 23 ans, Xie Xu, né à Canton et étudiant en journalisme à l'université de Sun Yat-sen, sait ce qu'il veut. A 28 ans, il sera marié. Et il sait déjà avec qui. Ce sera avec Connie, 23 ans elle aussi, qu'il a rencontrée au jardin d'enfants. « *Vingt-huit ans, c'est l'âge auquel un homme doit établir une famille. Je travaillerai depuis trois ans, j'aurai mis de l'argent de côté.* » Xie Xu a tout du gendre idéal : assis droit sur sa chaise, élégant dans son pantalon en lin et son polo, il respire l'assurance. Ses mains, sagement posées sur ses genoux, s'animent lorsqu'il évoque son enfance. Les parents de Xie Xu sont fonctionnaires. Un statut qui s'accompagne de règles parfois sévères. Pour eux, avoir un deuxième enfant était synonyme de renvoi. Privé de frère et sœur, Xie Xu a beaucoup souffert de la solitude. « *Mes seuls amis de l'époque étaient ma télévision, ma Xbox et mon ordinateur. Je refuse que mon futur enfant connaisse un tel isolement. Il est important de ne pas grandir seul.* » Il est catégorique : il aura deux enfants. D'abord une fille, puis un garçon. « *Les filles sont plus sensibles, les garçons plus turbulents. Mon aînée pourra donc prendre soin de son petit frère.* » Ses rêves épousent ceux du gouvernement chinois, qui dessine désormais une famille idéale avec deux enfants. Ce qui n'empêche pas Xie Xu de penser que le Parti ne doit pas contrôler les naissances. « *Peut-être que les Chinois n'auront malgré tout pas plus d'un enfant, car cela demande beaucoup de temps et d'argent.* » Si Xie Xu a déjà tout planifié, il n'est pas pressé de devenir père. « *C'est beaucoup d'ennuis. C'est aussi une grande responsabilité, exigeante en temps.* » Quant à Connie, « *elle a peur de la grossesse et de la douleur qui l'accompagne* ». Qu'ils se rassurent : si tout se passe comme prévu, ils ont cinq ans pour s'y préparer.



Lin Enqi

« Plus attentifs et moins égoïstes »

Epouse, mère de famille, Lin Enqi vit pourtant en cité universitaire. A 25 ans, elle étudie la communication à l'université de Sun Yat-sen, à Canton. Sa fille d'un an et son mari, eux,

sont restés dans le Guangxi, sa province d'origine, à l'ouest du Guangdong. Son mari travaille, ses parents prennent soin de sa fille. Chaque semaine, Lin Enqi attend avec impatience le ven-

Xie Xu, 23 ans, étudiant en journalisme.



dredi pour pouvoir les retrouver. « Dans un an, j'aurai mon diplôme. Après, je rentrerai dans le Guangxi. » Elle pourra alors se consacrer à sa famille. Et à un deuxième enfant, dont son mari et elle rêvent déjà : « Si nous avions un fils, la famille serait parfaite. » Lin Enqi sourit souvent.

Lin Enqi, 25 ans, étudiante en communication et mère de famille.

Sa vie se déroule comme elle l'avait prévue. « J'ai toujours voulu me marier, cela rend une relation plus stable. Mes parents ne m'ont jamais mis de pression en ce qui concerne mes choix de vie. Cependant, ils sont très contents de savoir que mon mari et moi souhaitons avoir un deuxième enfant. » La décision gouverne-

mentale de mettre fin à la politique de l'enfant unique, Lin Enqi la salue : « Si la situation économique le permet, c'est bien d'avoir deux enfants. En jouant l'un avec l'autre, ils deviennent plus attentifs et moins égoïstes, et l'atmosphère à l'intérieur de la famille est meilleure. » Deux enfants, pas plus : « La Chine a déjà une grande population. Cette politique est un bon choix, deux enfants, ça suffit. »

M. et Mme Wang

« A Canton, c'est trop cher d'éduquer un enfant »

Des tuyaux en plastique, des ventilateurs, des balais, des échelles, des lampes électriques... Le magasin de M. et Mme Wang est un bazar débordant de gadgets divers. Mais son destin est incertain : la situation économique du couple de gérants, originaire du Hunan, est difficile. Son revenu suffit à peine à payer le loyer de leur commerce. Les Wang sont arrivés à Canton après la naissance de leur première fille en 2007. Malgré une situation économique délicate, ils ont tenu à avoir un autre enfant, comme il était déjà permis aux parents ruraux donnant naissance à une fille. « Deux enfants se tiennent compagnie quand ils sont petits et peuvent s'entraider en cas de problème une fois adultes », explique l'austère M. Wang. Eux qui rêvaient d'avoir un fils ont finalement donné naissance à une deuxième fille en 2013. Aujourd'hui, l'aînée vit chez ses grands-parents, dans le Hunan. « Quand la plus petite aura six ans, elle ira rejoindre sa grande sœur. A Canton, c'est trop cher d'éduquer un enfant, c'est plus abordable à la campagne. » Même si la vie est dure à Canton, les Wang ne retourneront pas dans le Hunan. Le fils tant désiré ne verra jamais le jour.

Portraits réalisés par Anna Riva, Elodie Troadec, Shen Yuyun et Wu Yongling



Margot Delévaux / Cnej

Parents et enfants, à chacun son toit

La tradition veut que les plus jeunes prennent soin de leurs aïeux en situation précaire. Avec l'évolution des mentalités, certains y renoncent.

La Chine vieillit beaucoup trop vite, conséquence du contrôle des naissances et de la hausse de l'espérance de vie. Les plus de 65 ans représentaient 10 % de la population chinoise en 2015 (1), soit 130 millions de personnes ; d'ici quinze ans, ce chiffre pourrait quasiment tripler. La tradition, qui veut que la prise en charge des personnes âgées soit assurée par leurs enfants, se perd. Li Ming (2), étudiant, ne s' imagine pas vivre avec ses parents lorsqu'ils seront vieux ou lorsqu'il fondera une famille. À vingt ans à peine, ses préoccupations sont très éloignées du

mariage ou des enfants, même si son père se montre particulièrement pressant. Influencé par la culture occidentale grâce à Internet, il est tiraillé entre son envie d'indépendance et son désir de veiller, malgré tout, sur ses parents. Ses projets et sa carrière pourraient le conduire loin d'eux, à l'étranger. Même s'il estime que cette évolution des mentalités est « *inévitable* », il ne peut pas s'empêcher de culpabiliser. « *C'est le dilemme qui se pose aux jeunes de ma génération.* » Pour la génération précédente, la question ne se pose pas. Son père et ses oncles se relaient pour s'occuper de leur mère âgée.

Dans une ruelle du quartier autour de Beijing Lu, une vieille dame joue au mahjong avec des amis.

Cette pression, la professeure de français Wang Lei, 32 ans, la ressent aussi. Après six ans en France, elle a décidé de retourner vivre en Chine, pour se rapprocher de ses parents. « *Je suis obligée de le faire car je suis leur unique enfant* », estime-t-elle. Malgré les sentiments forts qu'elle leur porte, elle a peur des conflits que pourrait générer une cohabitation future, si elle venait à avoir un enfant. Si elle en avait les moyens, elle préférerait ne pas vivre sous le même toit que ses parents, mais plutôt acheter un appartement dans la même résidence. Quant à sa grand-mère, même si elle vit avec l'une de ses filles, elle profite de sa retraite pour visiter le pays.

Des prestations inégales

Ce changement dans les mœurs est favorable au développement des maisons de retraite. Encore une fois, la culture joue un rôle important dans le choix de l'établissement. Les Chinois les plus aisés sont prêts à payer le prix fort. Devenue dépendante, Guo Yin Mèi, 85 ans, vit dans

(1) Institut national d'études démographiques
(2) Les prénoms ont été modifiés
(3) *Xinhua*, 26 janvier 2016.

la maison de retraite de Yinian à Canton depuis presque un an. Sa fille a choisi cet établissement privé, qui bénéficie de subventions de l'État, parmi des dizaines d'autres. « *Je mange, je dors bien et le personnel est très attentionné* », explique la vieille dame. Les 50 résidents payent jusqu'à 7 000 yuans par mois (environ 1 000 euros), soit plus de trois fois le salaire minimum à Canton. À ce prix, les pensionnaires peuvent profiter par exemple d'un cours de taichi le matin, animé par un médecin, se balader dans le parc ou bien profiter d'une salle spacieuse pour jouer au mahjong ou au go.

Les 11 résidents de la maison de retraite privée de Changxing, située au cinquième étage d'un hôpital, déboursent, eux, entre 2 500 et 3 500 yuans par mois. Ici, pas d'espaces verts ni d'animation. Le montant comprend les soins, l'accès à une petite salle commune équipée d'une table et d'une télévision, et une chambre partagée. Trois soignantes, payées 2 500 yuans par mois, s'occupent des résidents nuit et jour. La plupart ne peuvent plus se lever, ont besoin d'une bouteille d'oxygène ou se déplacent en fauteuil roulant. L'état général de l'hôpital laisse à désirer mais

La Chine a ouvert son marché des maisons de retraite aux investisseurs étrangers.

les pensionnaires ne semblent pas s'en plaindre. Wang Xiangdong (2), 71 ans, vit là depuis octobre 2015. Il a deux filles et une femme mais il a préféré venir ici « *pour ne pas devenir un fardeau* » pour sa famille. Si Wang Hui a fait ce choix, d'autres n'ont tout simplement pas d'enfants avec lesquels habiter.

Dans son 12^e plan quinquennal qui a pris fin en décembre, la Chine estimait le nombre de lits disponibles à 3 millions et souhaitait multiplier ce chiffre par trois avant la fin de l'année 2015. Même si cet objectif est presque atteint

aujourd'hui, avec près de 6,7 millions de places (3), les capacités d'accueil restent insuffisantes, surtout dans les grandes villes. Pour répondre à la demande, le pays a ouvert son marché aux investisseurs étrangers. En mars, Orpea, numéro 2 français des établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (Ehpad) a ouvert son premier établissement à Nankin, dans la province de Jiangsu. À Canton, son rival Colisée ouvrira 132 lits en 2017. Le groupe japonais Koyama, lui, a investi une partie de Shanghai.

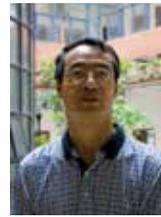
Il y a aussi ceux qui préfèrent vivre sans leurs enfants. Lu Jianguo (2), ancien ouvrier de 62 ans, coule des jours heureux avec son épouse. Avec une pension de 4 000 yuans par mois, il trouve la vie « *assez facile* ». Il estime ses dépenses élémentaires à 3 000 yuans, ce qui lui laisse 1 000 yuans à consacrer à ses loisirs, comme boire du vin, aller au karaoké ou au restaurant avec ses nombreux amis. Il a une fille et deux petits-enfants qui ne vivent pas très loin et qu'il voit de temps en temps, et il trouve ça suffisant. Sa fille a sa « *propre vie* » et il ne désire pas habiter avec elle. Plus tard, il se voit dans une maison de retraite, comme sa mère, 90 ans, qui dispose d'une chambre « *pour jouer au mahjong* ».

Jérémy Bruno, Christelle Praxivay et Deng Zihao

« La Chine doit contrôler les naissances »

Yan Zhiqiang est professeur à l'université Sun Yat-sen et démographe. Il est membre de la Commission de la population et du planning familial du Guangdong.

Pourquoi le gouvernement a-t-il jugé nécessaire d'assouplir la planification familiale ?



Elodie Troadec/Cuej

Cette évolution s'adapte au développement économique. Autoriser deux enfants par famille signifie plus de main-d'œuvre pour produire. En outre, à Canton, la proportion des personnes âgées (plus de 60 ans) augmente alors que celle des gens en âge de travailler (15-59 ans) baisse, et le

taux de croissance des seniors est plus rapide que la diminution des jeunes. Malgré tout, la situation y est bien meilleure parce que la mégapole attire beaucoup de migrants, en quête d'opportunités de travail et d'éducation. Mais dans certaines régions éloignées ou dans les petites villes, le nombre de travailleurs s'amointrit. En outre, les gens vont travailler plus longtemps pour soulager la pression des jeunes qui prennent soin des plus âgés (*en 2015, le gouvernement a annoncé un plan pour relever l'âge du départ à la retraite fixé à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes, d'ici 2017, nldr*).

Existe-t-il un risque de surpopulation lié à cette nouvelle politique ?

La Chine compte plus d'un milliard d'habitants. Elle doit donc contrôler les naissances. D'autre part, une nouvelle vision de la parentalité se développe dans les nouvelles générations. Beaucoup de jeunes travailleurs favorisent le développement personnel et préfèrent avoir un seul enfant et lui donner toutes les chances de réussir plutôt que d'avoir une famille nombreuse. Le risque de surpopulation est donc, à mon avis, assez faible.

Même avec un boom de naissances, le manque de main-d'œuvre ne restera-t-il pas problématique ?

Le gouvernement et les entreprises vont augmenter leur investissement et le prix de la main-d'œuvre devrait croître graduellement. Les modèles d'activité évolueront, il y aura des créations d'emplois. Par exemple, dans les écoles, l'enseignement en classes réduites se démocratise, on a donc besoin d'instituteurs. Après tout, le gouvernement a restreint les naissances dans le passé. Il doit maintenant en assumer les conséquences.

Nina Moreno, Anna Riva, Elodie Troadec, Shen Yuyun et Wu Yongling

1966

Le 16 mai débute la « Grande révolution culturelle » :

Le *Petit livre rouge* des citations de Mao Zedong à la main, la jeunesse traque, pendant dix ans, les intellectuels, les élites et tout ce qui incarne les valeurs « bourgeoises ». Des millions de personnes sont persécutées, tuées, et des monuments détruits. Brisant cinquante années de silence, le pouvoir a déclaré, le 17 mai 2016 : « *Nous ne permettrons jamais qu'une faute telle que la Révolution culturelle se reproduise.* »

Shenzhen-Hong Kong, l'épuisant chemin de l'école

Depuis vingt ans, des milliers de mères ont accouché sur l'ancien territoire britannique. Un choix parfois lourd à porter.

Pang Feng a les cheveux rouges, des sourcils noirs dessinés au crayon et deux enfants. Arrivée en 1996 à Shenzhen, elle travaille dans la boutique de bijoux de son mari, en centre ville. Il y a neuf ans elle a décidé d'aller accoucher de l'autre côté de la frontière, à Hong Kong. Elle se souvient : « Des amies m'ont convaincue que c'était une bonne idée, elles avaient fait pareil pour leur deuxième enfant. » Pour elles comme des milliers d'autres il s'agissait de contourner la politique de l'enfant unique, mise en place en Chine aux débuts des années 80, et dont l'ancienne colonie britan-

A la douane, une vingtaine de guichets sont réservés aux « cross-border students ».

nique était exemptée. Ce choix lui a permis de bénéficier de l'école gratuite et d'éviter une amende insurmontable. C'était aussi l'assurance d'un enseignement plus international. Comme sa fille, toute une génération d'enfants nés de mère du continent a commencé à étudier de ce côté de la frontière.

36 000 naissances en 2012

Aujourd'hui Wenwen, la fille de Pang Feng, est en troisième année d'école primaire et traverse la frontière tous les jours. Ce matin comme souvent, c'est la course. A partir de 6h30, les premières familles se massent devant les

portes d'un grand bâtiment gris aux allures d'aérogare. Chaque minute compte pour tenter d'arriver au comptoir de la douane avant la cohue, digne d'un départ en colonie de vacances. Après un long couloir vitré, un panneau lumineux guide les enfants vers les guichets réservés à ces élèves transfrontaliers. A Futian, l'un des six points de passages entre Shenzhen et Hong Kong, les officiers des douanes attrapent machinalement la carte d'identité que leur tendent les enfants, hissés sur la pointe des pieds. Pang Feng et sa fille, de leur côté, filent dans le métro. La frontière est passée. Comme Wenwen, plus de



Photos Valentin Ehkirch/Cuej

28 000 enfants vivent à Shenzhen et étudient à Hong Kong, région qui vit sous le régime « un pays, deux systèmes » depuis 1997. Cette situation est venue de la reconnaissance par la justice hongkongaise en 2001 d'un droit du sol pour les enfants dont les parents sont Chinois. Depuis, le nombre de femmes du continent venus accoucher sur l'enclave n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2012. Selon le bureau de l'Éducation, autorité hongkongaise, le nombre de naissances est passé de 620 la première année à pratiquement 36 000 il y a quatre ans. Elles représentent ainsi jusqu'à 40% des accouchements sur ce bout de territoire de 1 100 kilomètres carrés. Face à cet afflux massif, les autorités de l'ancienne concession britannique ont décidé de limiter l'accès aux maternités à partir de 2013. Bravant l'interdiction et prenant le risque d'être emprisonnées, environ 800 femmes ont encore accouché à Hong Kong l'an dernier.

A l'école primaire Choi Hin To, située entre de hautes tours d'habitation qui cernent le quartier de Tai Po Market à une quinzaine de kilomètres de la Chine continentale, Selina Choi, la conseillère d'éducation, décrit une situation difficile aussi pour les élèves : « Ils sont beaucoup plus endormis que les jeunes qui résident à Hong Kong, et ont souvent du mal à s'adapter à cet environnement. Ils ont aussi plus de difficultés avec l'enseignement en anglais, que leurs familles ne parlent pas. » Pang Feng confirme que sa fille « est tout le temps fatiguée ». D'autant plus que pour combler son retard scolaire, Wenwen prend le chemin de l'école le samedi matin pour suivre des cours de soutien organisés spécialement pour les Chinois du continent. Collée à la frontière, l'école publique dirigée par Chu Kwok Keung est perdue dans une épaisse forêt. Son établissement aurait dû fermer il y a sept ans, faute d'inscriptions suffisantes. Comme beaucoup d'autres à Hong Kong,

«Les écoles de Shenzhen n'ont plus rien à envier à celles de Hong Kong »



l'école a subi la baisse des naissances au début des années 2000. Mais depuis, la situation a bien changé. « Avec l'arrivée des enfants habitant en Chine continentale, on

est passé de six à onze classes », détaille le proviseur. Un afflux trop important pour le petit établissement. L'an dernier, un bâtiment

supplémentaire a été construit pour accueillir les nouveaux inscrits. Et les plus grandes difficultés arriveront à la prochaine rentrée scolaire : des milliers d'enfants nés en 2010 et 2011, années où le plus de mères chinoises sont allées accoucher à Hong Kong, auront l'âge d'entrer à l'école primaire. Le bureau de l'Éducation se veut confiant : « Il devrait y

Pour certains enfants le trajet vers l'école peut prendre jusqu'à quatre heures.

avoir une baisse progressive du nombre d'écoliers transfrontaliers à partir de 2019 .»

Le temps des regrets

Devant son étal de bracelets en jade et colliers en agate, Pang Feng ne voit aujourd'hui plus que des inconvénients à la situation : « Ma fille n'a même pas le temps de participer à des activités extrascolaires. Elle voulait faire du sport, alors je l'ai inscrite au taekwondo et à l'escrime mais elle n'a jamais eu le temps d'y aller. » Pang Feng regrette d'avoir accouché à Hong Kong. Surtout que Deng, son premier enfant âgé de 14 ans, étudie en Chine continentale et s'en sort bien dans ses études. Elle souhaiterait que Wenwen soit maintenant scolarisée à Shenzhen, pour cela, une seule solution hors de prix : l'inscrire dans un établissement privé. Les enfants nés à Hong Kong ne disposent pas du passeport intérieur nécessaire pour aller étudier dans le public : « Je me rends compte maintenant que l'éducation a évolué ces dernières années, les écoles de Shenzhen n'ont presque plus rien à envier à celles de l'autre côté de la frontière .» Amère, Pang Feng conclut d'un sourire triste : « En 2007 c'était un honneur d'accoucher à Hong Kong. Mais pour moi c'est maintenant une douleur. »

**Valentin Ehkirch,
Ismaël Halissat et Lu Shiyi**

2047

Fin de l'autonomie accordée à Hong Kong lors de la rétrocession, le 30 juin 1997.

Cet accord signé entre Margaret Thatcher et Deng Xiaoping a entériné le principe « un pays, deux systèmes » : Hong Kong bénéficie pendant cinquante ans de son système capitaliste et d'une large autonomie. Mais, dans les faits, Pékin s'impose de plus en plus sur la politique du territoire. Une remise au pas qui, régulièrement, fait descendre les Hongkongais dans la rue, comme lors de la « révolution des parapluies » en 2014.

城市

在珠三角发达的交通轨道上，放眼望去，蔓延的是城市建筑，现在，珠江三角洲已超越日本东京，成为世界人口和面积最大的城市带。

从1980年起，珠三角就进入了高速发展的阶段，毗邻香港、交通便利的地理优势让加工出口型贸易得到大发展，“民工潮”风起云涌。

快速发展的背后，也带来了一系列挑战：深圳飙升的房价让“新二代”望而却步，这座城市何去何从？食品安全、空气污染的让他们更加注重新环境的生态和饮食结构的调整。

南沙港成功蜕变，跻身国际一流港口行列，2015年吞吐量更是达到2.82亿吨；非洲社区也在发生着变化，越来越多的非洲女人来到中国谋生。

“恒大”的成功也让这里的人们开始憧憬“足球梦”。



Le port de Canton drag

Grâce à une politique commerciale agressive et de nouvelles infrastructures, les terminaux de Nansha sont désormais capables de rivaliser avec Shenzhen et Hong Kong.

A quelques kilomètres de Nansha, au sud de Canton, la route au goudron fatigué et aux nombreux nids de poule se transforme soudainement en une immense quatre voies. Sur les côtés, des étendues vertes transpercées par quelques-uns des nombreux bras de la rivière des Perles. Ici et là, de petites cabanes de pêche d'un autre temps. Puis, à l'horizon, d'immenses grues se dessinent peu à peu dans le brouillard. Ce sont

les terminaux à conteneurs de Nansha, le port en eaux profondes de Canton.

Ils sont maintenant trois parmi les dix plus grands ports du monde à cohabiter dans un delta de 50 kilomètres de large. Après Shenzhen et Hong Kong, le port de Canton est devenu, en seulement quelques années, le troisième géant du delta. La capitale de la province du Guangdong a fortement développé ses activités portuaires pour jouer des coudes avec ses deux puissants voisins.

Posés à l'embouchure de la rivière de Perles, les terminaux de Nansha offrent un accès direct à la mer alors que le port historique situé sur le fleuve, à l'est de la ville, est inaccessible aux grands porte-conteneurs.

Dès 2004, un premier terminal ouvre à Nansha. Mais seuls les cargos de 50 000 tonnes peuvent rejoindre Canton. Pour attirer les grands armateurs internationaux, les autorités locales lancent de dispendieux travaux de dragage permettant d'accueillir des



Nicolas Serve/Cuej

ue les multinationales

Depuis les travaux, le port peut accueillir des porte-conteneurs d'une capacité de plus de 100 000 tonnes.

navires d'une capacité de plus de 100 000 tonnes. Selon des chiffres avancés par le port, le projet aurait coûté 11 milliards de yuans (soit environ 1,5 milliard d'euros).

Activité multipliée par cinq en onze ans

Le deuxième terminal entre en service en 2008 et hisse le port de Canton dans la cour des grands. En nombre de conteneurs, entre 2004 et 2013, il a multiplié son activité par cinq, passant de 3 à 15 millions d'unités⁽¹⁾. Sur ce créneau, il se trouvait en 2013 en 8^e position mondiale, derrière Shenzhen et Hong Kong, respectivement 3^e et 4^e. Mais le nouveau venu talonne

Un petit paradis des affaires censé être aussi avantageux que Hong Kong

ses rivaux : sur la même période, l'activité du port de Shenzhen a à peine doublé, passant de 13 à 23 millions de conteneurs, tandis que Hong Kong stagne autour de 22 millions de conteneurs.

Même si Canton reste le port le moins important du trio pour la gestion de conteneurs, sa progression dans ce domaine est fulgurante. Dès 2011, le géant danois du transport maritime Maersk transfère une partie de ses activités de Hong Kong à Nansha. Pour appuyer cette dynamique, le gouvernement de Canton décide en 2012 de créer une zone franche. Un petit paradis des affaires censé offrir aux investisseurs une fiscalité aussi avantageuse

qu'à Hong Kong. Officiellement lancée en avril 2015, cette zone franche, la quatrième de Chine après celles de Shanghai, Xiamen et Tianjin, a déjà attiré de nombreuses entreprises internationales comme les pétroliers occidentaux Total, Shell, BP et Exxon, les constructeurs automobiles japonais Toyota et Mitsubishi >>>

⁽¹⁾ World Shipping Council

1513

Les Portugais entrent dans le delta de la rivière des Perles. Ils sont les premiers Européens à atteindre la Chine par la mer. En 1557, l'Empereur consent à une installation commerciale permanente des Portugais à Macao. La colonie est rétrocédée à la Chine en 1999.

>>> ou encore le géant allemand de l'industrie chimique BASF.

D'autres secteurs espèrent aussi profiter de cette concentration de multinationales. C'est le cas du HKUST Fok Ying Tung Research Institute, un organisme de recherche sur les hautes technologies originaire de Hong Kong, qui a ouvert un centre à Nansha en 2007. « *Vu sa position géographique, nous avons vite compris que la zone allait fortement se développer et gagner en visibilité. En plus, nous avons bénéficié de beaucoup d'aides et d'avantages financiers de la part du gouvernement de Canton pour nous installer ici* », raconte une de ses cadres.

L'envasement, une menace permanente

Selon le discours officiel des autorités, le développement du port et de la zone franche de Nansha se fait en « *totale coopération* » avec Hong Kong. Mais cette harmonie de façade ne suffit pas à cacher un certain malaise : « *Il y a une certaine concurrence avec le port Victoria* », reconnaît Kabay Qian, membre de la commission pour le développement et de la réfor-

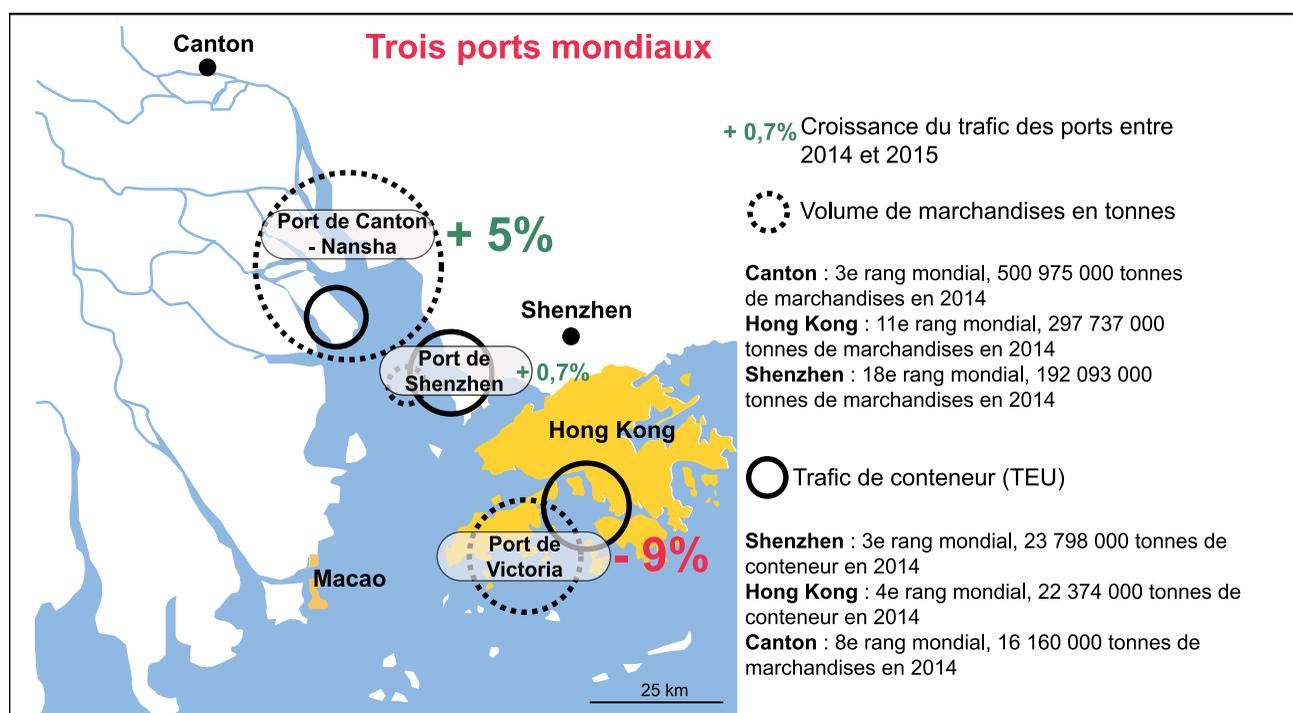
me du district de Nansha. Pour le jeune fonctionnaire, le couple port et zone franche permet de proposer aux investisseurs les mêmes arguments que l'ancienne colonie britannique : « *L'impact du développement de Nansha se ressent sur Hong Kong* », détaille Kabay Qian. Mais beaucoup d'entreprises sont toujours attirées par la position stratégique et les infrastructures de pointe du port Victoria, qui possède neuf terminaux à conteneurs. « *Si nous arrivons à imposer notre modèle et à attirer ces investisseurs, l'avantage de Hong Kong sera amoindri* », augure-t-il. Nansha souffre cependant d'un

handicap : ses terminaux s'envasent et il faut draguer en permanence les chenaux d'accès pour maintenir la profondeur de 15 mètres, indispensable pour permettre le passage des porte-conteneurs géants. En cause, l'embouchure de la rivière des Perles qui charrie des sédiments sur le sol marin du delta. Difficile de connaître la fréquence et le coût de l'opération : « *Le gouvernement dépense énormément d'argent chaque année pour cela* », reconnaît Kabay Qian. Sans donner de chiffres.

**Clément Grégoire,
Alexandre Rousset
et Zhang Chenlu**

Un point de départ de la route de la soie

En 618, les empereurs de la dynastie Tang font du port de Canton un point de départ des exportations de la soie. Sa proximité avec la mer de Chine méridionale et son emplacement sur les berges de la rivière des Perles, lieu clé de la culture du ver à soie, en font un endroit idéal pour l'exportation de cette matière très prisée par les étrangers. Les navires inaugurent ainsi depuis Canton le tracé qui devient une des routes maritimes les plus fréquentées du monde. Quand l'empire se ferme en 1622, Canton reste le seul point d'échange avec l'extérieur. En 1839, le gouverneur de la ville Lin Zexu fait brûler des cargaisons d'opium confisquées à des négociants anglais et jette les cendres dans les eaux du port. Cet événement déclenche la première Guerre de l'opium, à l'issue de laquelle le traité de Nankin accorde l'île de Hong Kong à l'empire britannique et ouvre Canton aux étrangers.





Christelle Praxivay/Cuej

À Shenzhen, les loyers montent dans les tours

Une génération a suffi à transformer cette ville moyenne en un monstre urbain aussi peuplé que l'Île-de-France.

Partout des grues, des immeubles en construction. En l'espace de trente ans, une mégapole de 11,37 millions d'habitants (1) est sortie de terre. Cao Yuting, étudiante

de 20 ans, vit dans le district de Nanshan. « *La ville est verte, au bord de la mer, proche de Hong Kong* », explique la jeune femme. Son père fait partie des millions de personnes venues réaliser le « rêve chinois ». Elle habite avec ses parents dans un grand appartement de 200 m², qui vaut aujourd'hui 10 millions de yuans. Soit 50 000 yuans par mètre carré (6 800 euros), cinq fois plus que le prix moyen dans les cent plus grandes villes chinoises (2). Nanshan a connu un véritable boom avec la construction du pont qui le relie à l'ex-colonie britannique. Start-ups et entre-

Dans le district de Longhua, des ouvriers vivent dans des logements bleus et blancs précaires, au pied d'un grand complexe immobilier.

prises high-tech s'accumulent dans ce quartier, qui se rêve Silicon Valley.

Des agences collées les unes aux autres

Aujourd'hui encore, on afflue de toute la Chine pour s'installer à Shenzhen. La très forte demande surpasse l'offre immobilière. En 2015, le coût du logement s'est envolé de 47,5 %, le plus haut taux au monde, loin devant ses consœurs Shanghai (+18,2 %) ou Pékin (+10,4 %) (3). Le district de Futian, appuyé contre la frontière hongkongaise, est le terrain de la nouvelle classe supé >>>

>>> rieure chinoise. Au pied des gratte-ciel se côtoient les grandes marques occidentales et asiatiques. Les agences immobilières sont collées les unes contre les autres. Cachés entre les tours, d'anciens immeubles de quelques étages, qui n'abritent plus grand monde, attendent d'être détruits pour laisser place à des structures modernes. Chang Zhang, 23 ans, est né ici. Employé dans une start-up, il ne souhaite pas quitter le centre-ville. « *Je ne vois aucun appartement qui me serait accessible, s'inquiète-t-il. Si les prix montent encore, il sera très difficile d'acheter un logement ici.* » Certains biens approchent déjà les 100 000 yuans par mètre carré. Incapables de suivre la hausse des prix, les habitants les plus modestes sont poussés vers la périphérie.

Une photo de Manhattan accrochée au mur

Dans le district de Bao'an, qui a pourtant longtemps souffert d'une mauvaise réputation, les grues se multiplient. Loin des grandes avenues rectilignes du centre, des dizaines de rues étroites et désordonnées, bordées de bâtiments précaires, serpentent dans le quartier. Planté en plein cœur, le Royal Mansion 2nd, un complexe de 400 000 m² en construction. Le promoteur propose des appartements de 62 à 89 m², pour 44 000 yuans par mètre carré,



2015

Le 20 décembre, des dizaines d'immeubles ont été emportés par une coulée de boue rouge dans le district de Guangming. La catastrophe a fait plus de 70 victimes, pour la plupart des ouvriers venus de la campagne pour travailler dans la mégalopole. Un glissement de terrain qui n'a rien de naturel : la colline qui s'est écroulée était constituée de terres excavées pour les immenses besoins immobiliers de la ville. L'événement a choqué Shenzhen et fait scandale dans le pays.

bien plus cher que la moyenne du district, qui connaissait des problèmes de violences quelques années auparavant. Pour 62 m², il faudra déboursier plus de 2,7 millions de yuans, près de trente ans d'un salaire moyen à Shenzhen, pourtant l'un des plus élevés de Chine.

Dans un grand hall, une femme accueille les acheteurs potentiels. La maquette du futur ensemble montre centre commercial, piscine, parc et court de tennis. Les appartements témoins sont articulés autour d'une pièce à vivre, avec deux chambres et une petite cuisine. L'un est décoré « à la chinoise », avec dorures et couleurs vives ; l'autre s'inspire de la mode occidentale, couleurs sobres et photo de Manhattan au mur. Certains surplombent ce qui sera bientôt le parc et la piscine, d'autres donnent sur l'autoroute qui borde l'immeuble. Du balcon, on aperçoit au loin plusieurs autres grands complexes le long de la voie rapide. De l'autre côté de l'autoroute, un immense terrain vague où s'entassent des dizaines d'engins de chantier. L'agente immobilière le promet, tout ceci sera bientôt un parc verdoyant. Et qu'advient-il des rues et de leurs habitants en contrebas ? « *Le quartier sera rénové. Ils iront ailleurs* », répond-elle, apparemment familière de la question.

Une paysanne cultive encore ses légumes

Le district de Longhua, dans le nord de Shenzhen, est aussi rattrapé par l'emballement immobilier. Entre trois tours résidentielles et le métro aérien, une paysanne s'obstine à cultiver ses légumes. Un îlot de résistance écrasé par l'ombre des immeubles. Ces dernières années, de grands ensembles poussent, parfois en six mois, sur les anciennes terres agricoles. Les ouvriers vivent dans des conditions précaires au pied même des tours. Partout, des grues.

Un agent immobilier a vu les prix de certains biens doubler en une seule année. Ils restent encore inférieurs aux quartiers les plus courus : sur le terminus du métro, plutôt éloigné du

Pour 62 m², prévoir 30 ans d'un salaire moyen à Shenzhen

centre et des écoles réputées, Longhua ne possède pas les atouts de Futian ou Nanshan. Sur-

tout, l'effet des mesures prises en mars par la municipalité se fait sentir. Entre autres, il faut être capable de payer un apport de 40 % lors d'un achat immobilier, contre 30 % auparavant. Une somme qui exclut de nombreux acheteurs et donc soulage, un peu, la demande.

Shenzhen reste un cas à part. « *Il est difficile d'y faire baisser le prix de l'immobilier, car plusieurs facteurs entrent en jeu : une demande rigide fondée sur une population toujours plus importante, un développement économique relativement haut, mais aussi une pénurie foncière* », explique Zou Bing, un responsable au Centre de planification urbaine et de gestion foncière de Shenzhen. Pour le moment, la performance du marché soutient le développement de la ville : « *Mais de plus en plus, le coût élevé de l'immobilier devient un poids pour la compétitivité de Shenzhen.* »

**Jérémy Bruno,
Christelle Praxivay
et Zhou Zhiyu**

Emploi : Macao a les jetons

Les casinos de l'ancienne enclave portugaise, où les riches Chinois dépensent leur fortune, souffre de la campagne anticorruption. Pour la paix sociale, le gouvernement local durcit sa politique migratoire.

En cette soirée de mai, mois de mousson, il y a plus d'eau que de flambeurs dans les rues de Macao. Les lumières agressives des casinos percent à travers la pluie tropicale.

Les joueurs se sont réfugiés sous les dorures et les lustres cristallins du Grand Lisboa, l'un des casinos les plus emblématiques de l'ancienne enclave portugaise, rétrocédée à la Chine en 1999. Entre les doigts des joueurs et des croupiers, le cliquetis des jetons couvre presque la musique pop crachée par les haut-parleurs disséminés dans d'immenses salles.

À une table de black-jack, un homme empile ses gains. La chance lui sourit, mais pas l'employée, l'air sévère dans son costume noir. Par-dessus l'épaule de sa croupière, cette manageuse surveille le déroulement de la partie et fait les gros yeux quand le joueur empoche de l'argent. C'est l'une des nombreuses petites scènes qui se joue en permanence autour des tapis verts. Un curieux manège de croupiers pressés, de managers à l'œil acéré, d'agents de sécurité aux aguets et de personnel d'entretien qui s'affairent jour et nuit dans un luxe clinquant.

Le pouvoir central fait le ménage

L'économie de Macao est chevillée aux recettes du jeu. 80% des revenus de la presqu'île proviennent de ce secteur. Mais depuis 23 mois consécutifs, l'industrie enregistre une baisse de 20% (1) liée à la politique anticorruption menée par Xi Jinping, le président chinois. Depuis que le pouvoir central fait le ménage parmi ses cadres, le flux d'officiels chinois venus blanchir leurs pots-de-vin dans les casinos a considérablement diminué, au grand désarroi des gérants des établissements.

Mike Chan et Field Wong sont deux rouages de ce secteur qui emploie 83 000 personnes à Macao (21% de la population active). Embauchés comme croupiers il y a dix ans au casino Broadway, ces deux Macanais originaires du Guangdong sont aujourd'hui *pit managers* : ils supervisent une demi-douzaine de responsables de tables. Payés 30 000 patacas (3 370 euros) par mois, presque quatre fois plus qu'un serveur, ils se sentent privilégiés : le salaire médian dans l'industrie du jeu est de 19 000 patacas. Toutefois, les deux hommes reconnaissent que leur métier est devenu plus exi-

geant ces dernières années : « Avant, notre travail consistait juste à superviser un groupe de croupiers. Maintenant, on doit aussi faire des statistiques, des études de marché, observer la concurrence, etc. Ça rajoute de la tension, du stress », détaille Field

Wong. Lorsqu'ils étaient simples croupiers, les huit heures de travail quotidiennes et 14 000 patacas de revenu étaient déjà très confortables : « Mes parents sont venus à Macao lorsque j'étais enfant pour travailler dans une usine de vêtements », explique Mike Chan. Aujourd'hui, l'industrie du textile a disparu, et seuls les casinos offrent une source de revenus viables.

« 9 000 patacas chaque année pour qu'ils la ferment »

Mais à mesure que l'économie de la péninsule se développait à vitesse grand V, l'accès à ces postes privilégiés s'est compliqué. Aujourd'hui, pour être croupier, outre un diplôme du secondaire et une peau vierge de tout tatouage, il faut surtout être citoyen macanais. « Avant, il était très simple d'obtenir des papiers ici, raconte Mike Chan. Aujourd'hui, c'est impossible, quelle que soit la durée de résidence. » Echaudées par la baisse de revenus ayant suivi la crise financière de 2008, les autorités macanaises ont sévèrement durci leur politique migratoire l'année suivante. L'objectif étant d'assurer en priorité du travail à la population locale. Depuis 2014, le scénario se répète. Ainsi, malgré la baisse des revenus, le taux de chômage des Macanais reste stable, aux alentours de 2,5%.

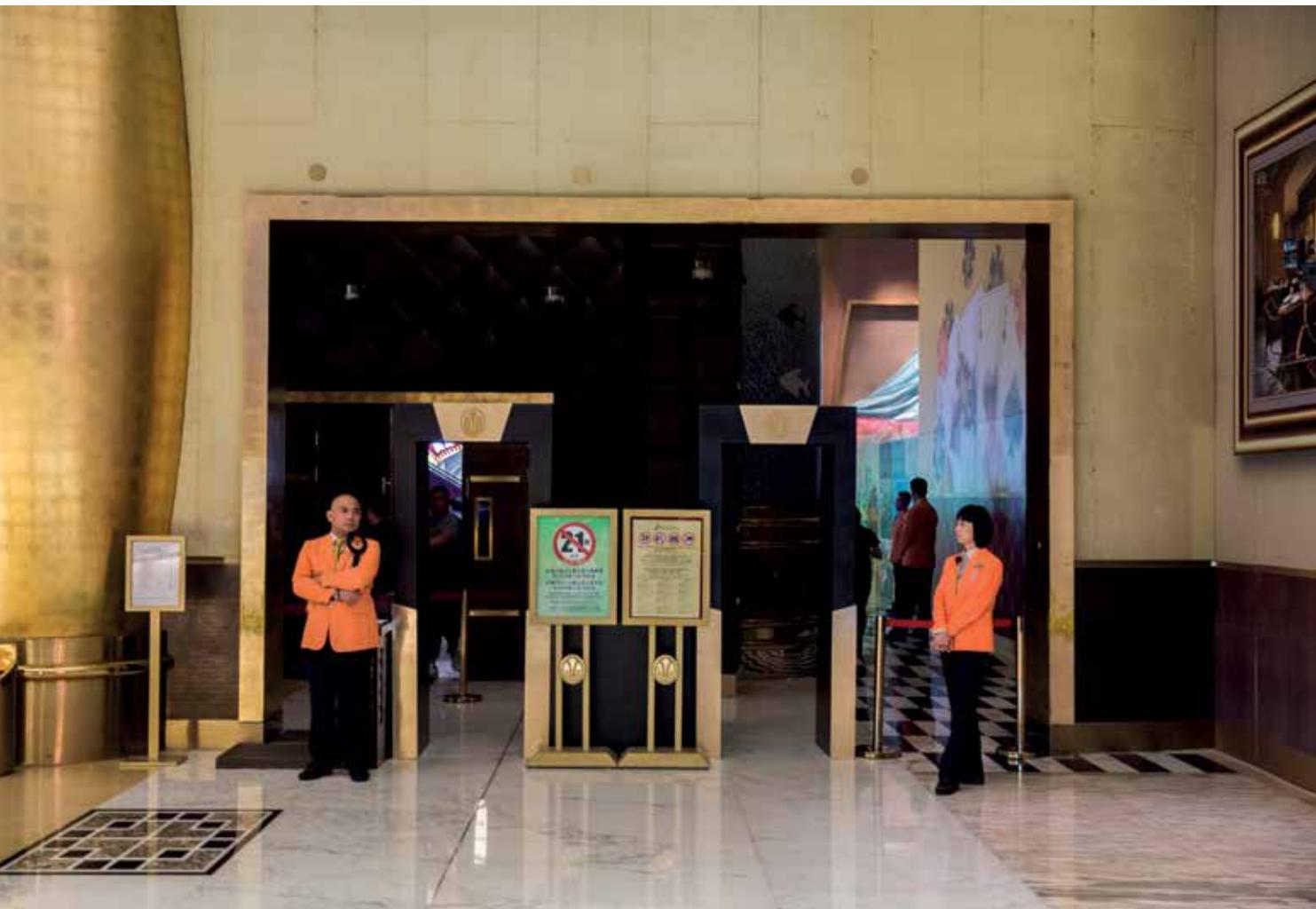
Depuis la rétrocession de Macao, ces politiques ont permis au gouvernement local de s'acheter une stabilité politique et sociale. Tout comme les 9 000 patacas distribués chaque fin d'année à tous les citoyens de l'enclave. Mais pour José Pereira Coutinho, l'un des douze députés macanais élus au suffrage universel direct, cette générosité cache en réalité des pratiques clientélistes : « Ce sont 9 000 patacas pour qu'ils la ferment. »

À cela s'ajoute un droit du travail cadenassant les revendications salariales. Sur la péninsule, les syndicats n'ont pas droit de cité. « À sept reprises, j'ai essayé de faire passer une loi autorisant les syndicats, se désole José Pereira Coutinho. Sept fois, ma proposition a été rejetée. » Dans l'impasse, >>>



« Aujourd'hui il est impossible d'obtenir des papiers, quelle que soit la durée de résidence »

(1) Institute for study of commercial gaming of the university of Macau



Nicolas Serve/Carej

Le casino Grand Lisboa est un des plus prestigieux des trente-six établissements de jeu de la presqu'île.

>>> ces initiatives se heurtent aux murs des casinos, qui selon l'élu sont les véritables détenteurs du pouvoir. Pour lui, deux facteurs expliquent le désintérêt des citoyens pour la chose publique et les revendications salariales : un système scolaire vétuste et « l'illusion de l'argent facile ».

Naissance d'une classe moyenne

Pour pallier la désertion des riches clients chinois, le gouvernement de Macao et ses casinos souhaitent attirer la classe moyenne aisée, catégorie naissante de la population chinoise qui porte déjà un nom : la *mass premium*. Face à cette volonté de diversification, toutes les parties en présence s'accordent à dire que, quoi qu'il adienne, Macao reste et demeure absolument dépendante de l'industrie du jeu.

« Le public connaît l'endroit pour ses salles de jeu, nous n'avons même pas à faire de la publicité pour l'y attirer », décrit Lawrence Hoc Nang Fong, chercheur et professeur de management du jeu à l'Université de Macao. Il préconise le développement d'autres secteurs de l'économie, comme le tourisme : « Si l'industrie du jeu s'effondre, que va devenir

« Si l'industrie du jeu s'effondre, que va devenir Macao ? »

Macao ? » Une stratégie qui ne convainc pas José Pereira Coutinho : « C'est une plaisanterie, où va-t-on mettre tous ces gens ? On n'a pas de place. » Avec 650 000 habitants et une superficie de 30 km², ce territoire possède l'une des densités de population les plus importantes au monde.

Pour Lawrence Hoc Nang Fong, la péninsule souffre non seulement du manque d'espace mais aussi d'infrastructures inadaptées : « Macao a grandi beaucoup trop vite et les équipements n'ont pas pu suivre. On n'a pas de réseau ferré et il est impossible de trouver un taxi hors des zones de jeu. C'est pareil pour la distribution de l'eau ou de l'électricité. »

En cette nuit de mousson, des pluies torrentielles font déborder les égouts. Les trottoirs du centre ville, pavés de mosaïques noires et blanches rappelant le passé portugais de l'enclave, sont rapidement recouverts par les eaux usées. L'odeur est pestilentielle et le sol glissant, un spectacle qui jure avec le ballet de lumières du Grand Lisboa, à quelques dizaines de mètres à peine.

**Benjamin Hourticq,
Alexandre Rousset,
Nicolas Serve et Wang Pei**

Canton s'achète une culture foot

Malgré des investissements massifs du club Guangzhou Evergrande, le football n'est pas encore vraiment entré dans les mœurs.

Des mallettes pleines de billets verts pour s'acheter un footballeur, l'Europe connaît depuis longtemps. Des liasses de yuans, beaucoup moins. En janvier, lors de la période des transferts, les dépenses des clubs chinois ont atteint plus de 300 millions d'euros. Parmi ces nouveaux conquistadors, le Guangzhou Evergrande, principal club de Canton, a acquis l'international colombien Jackson Martinez pour 42 millions d'euros. Ce club de la Chinese Super League – une ligue ultra-mineure à l'échelle mondiale – a investi sur un seul joueur l'équivalent du budget annuel du Stade Rennais.

Gagner la coupe en 2050

Quelques mois auparavant, en mars 2015, le président chinois en personne avait lancé son plan en 50 points pour dynamiser la pratique du sport le plus populaire au monde. Objectif : gagner la Coupe du monde avant 2050. Xi, en supposé amateur éclairé de football, sait bien que, tous les quatre ans, seule une poignée de nations peuvent espérer cet honneur. Mais rien n'est jamais trop grand pour un pays d'1,4 milliard d'habitants.

Comme toutes les autres facettes du « rêve chinois », c'est surtout un leitmotiv fédérateur derrière lequel rallier tout le pays. Les moyens mis en place sont éminemment plus importants que l'aboutissement. D'ici 2025, le football devra être enseigné dans 50 000 écoles contre 10 000 aujourd'hui. Au niveau local, l'université de sport de

Canton ouvrira, « dès septembre 2016 » selon son doyen, un cursus universitaire afin de former des joueurs, des coachs et des arbitres. Le Guangdong fait office de bon élève puisque deux académies s'y sont installées.

Le palais aux 50 terrains

La plus importante est la propriété du Guangzhou Evergrande. Situé à 100 kilomètres au nord de Canton, une sorte de palais moderne abrite, depuis 2012, une cinquantaine de terrains de football et 2800 enfants âgés de 9 à 16 ans, parmi lesquels les entraîneurs espèrent déceler les futures stars des pelouses. Le club cantonnais, propriété des deux milliardaires

Jack Ma et Xu Jialin, a mis les moyens : 185 millions de dollars d'investissement et un partenariat prestigieux avec le Real Madrid qui a permis de faire venir d'Espagne 24 entraîneurs.

« La grande majorité des joueurs payent pour aller dans l'école d'Evergrande, donc vous n'allez pas y trouver forcément les plus doués mais ceux dont les parents sont assez riches pour les y envoyer », tempère Tom Byer, conseiller technique auprès de la fédération chinoise de football, en charge de la formation des jeunes depuis juillet dernier. Pour celui qui a fait du Japon, où il a travaillé durant vingt ans, la première puissance asiatique sur le terrain, le vrai problème émane bien plus du manque de

culture foot du pays que d'un supposé faible niveau des éducateurs chinois : « *Étudiez le parcours des grands joueurs : ils n'associent jamais leur talent à un coach en particulier mais bien plus à leur père, à leur famille. Et vous pouvez recruter les meilleurs entraîneurs mondiaux, vous ne recruterez jamais des parents.* »

Inscription tardive

Entre un championnat local marqué par des scandales de corruption, une sélection qui végète au classement Fifa, une participation anecdotique à une seule Coupe du monde, le poids de la honte pèse sur les épaules des Chinois. Selon Tom Byer, « *la politique de l'enfant unique et le fait que les*

parents aient pendant des années privilégié les études posent de vrais problèmes. Les enfants commencent le football trop tard. Quel que soit l'âge où vous débutez, que ce soit 6 ou 16 ans vous avez le même « âge technique » et apprenez les mêmes gestes. C'est pour cela qu'il faudrait qu'ils commencent vers 2 ou 3 ans.

Si dans la rue ou sur les terrains du campus de Canton, nombreux sont les Chinois qui arborent le maillot d'une des deux équipes locales sur leur dos, on attend toujours la petite génération dorée, crampons aux pieds.

Romain Boulho, Cui Can Benjamin Hourticq, Antoine Magallon et Meng Shuxin

« Vous pouvez recruter les meilleurs entraîneurs mondiaux, vous ne recruterez jamais des parents »

81

La position de la Chine au classement Fifa



Ma machine Afrique

A Canton, la diaspora africaine fait affaire, vit ou séjourne dans le quartier de Xiaobei. Malgré une adaptation difficile, les afro-entrepreneuses viennent remplacer les hommes dans le business.

Appartement 2001, tour de Tianxiu. Jonglant entre ses deux iPhones, étoiles noires et blanches posées sur les genoux, Diarra Thiam, imposante Sénégalaise de 37 ans, recompte des liasses de billets de 100 yuans. À ses pieds, sur un petit tabouret en plastique, l'employé chinois d'une entreprise de transit négocie dans un anglais hésitant. La discussion n'en finit plus. L'enjeu est important. Dans deux jours,

40%

de résidents illégaux estimés parmi la communauté africaine de Canton en 2011.

la jeune femme d'affaires rentre à Dakar. Son stock d'étoffes, acheté à Canton, arrivera par cargo quarante jours plus tard. « *Au pays, j'ai un magasin de tissu spécialisé dans les cérémonies, j'emploie six personnes* », raconte-t-elle. En 2004 elle a abandonné les marchés de Dubaï, d'Inde et du Pakistan pour rejoindre le delta de la rivière des Perles. « *Ma mère déjà était commerçante et venait ici en Chine.* » Tous les trois mois, elle

passé entre vingt-cinq et trente jours dans les marchés de Canton.

Chocolate City

Le développement des relations commerciales sino-africaines depuis deux décennies, et l'assouplissement de la politique chinoise en matière de visas ont permis la naissance d'une diaspora africaine. Femmes en boubous, d'autres portant le voile, commerçants ouïgours, restau-



Nicolas Serwe / Cuej

Restaurants, grossistes, bureaux de change... Depuis une vingtaine d'années, les exportations de la Chine vers l'Afrique ont fait émerger un microcosme commercial dans le quartier de Xiaobei.

(1) Yucheng Liang, département de Sociologie, université Sun Yat-sen

(2) Le prénom a été modifié

rants éthiopiens, turcs, l'Afrique et l'Asie semblent s'être donné rendez-vous au métro Xiaobei. Ce quartier, les chinois l'appellent « Chocolate City ». Coincée entre le métro et l'autoroute aérienne, la tour Tianxiu est une ville dans la ville. Imposante et moderne, sa façade principale abrite quatre étages de commerces tenus par des Chinois, mais destinés aux Africains. Téléphonie, matériel high-tech, boubous, hijabs, on y trouve de tout. A l'ombre de l'édifice, une cour intérieure, pleine de marchandises et de cartons. Autour, plusieurs blocs d'habitations, aux couloirs insalubres. Y cohabitent des dizaines de nationalités : Nigériens, Sénégalais, Comoriens... Environ 50 000 Africains seraient présents de façon légale ou illégale à Canton mais les estimations sont incertaines. Les chiffres officiels n'existent pas, les visas délivrés aux Africains sont souvent temporaires et le nombre de résidents illégaux est estimé à 40 % (1). Parmi eux, une nouvelle génération de jeunes femmes, comme Diarra Thiam, s'impose.

Apprentissage sur le tas

Ces nouvelles arrivantes, Mamie se charge de les installer. Agée d'une trentaine d'années, la jeune femme n'hésite d'ailleurs pas à les loger pour de courtes durées dans son bureau, un grand appartement vide au 25^e étage. « C'est normal, explique-t-elle. Lorsqu'une Sénégalaise souhaite s'établir à Canton, son entourage lui donne le numéro de gens déjà installés et pouvant donner de bons conseils. » Ici, l'apprentissage se fait sur le tas et par la solidarité au sein de la communauté. Régulièrement, Mamie envoie ses « garçons », comme elle nomme ses employés, pour guider les arrivantes dans les allées du marché. Elle-même ne se destinait pas au commerce. C'est pour suivre son mari qu'elle est venue s'installer en Chine, avant de divorcer. Sur place, elle a pris goût à l'import-export et a monté sa propre affaire. « De toute façon, c'était impossible de trou-

ver un autre emploi ici, il n'y a que les Africains qui embauchent les Africains. » Mamie ne s'étonne pas de la féminisation de la profession qui n'est, selon elle, que le reflet de la réalité sénégalaise : « Au pays, ce sont surtout les femmes qui travaillent dans le commerce. » Les deux commerçantes nécartent pas les obstacles propres à leur condition de femmes. « Quand on est un homme, on peut tout faire.

Pour une femme, c'est plus difficile », confie Diarra, qui raconte la complexité de mener de front ses vies de business et de mère, en montrant Falou, son enfant de deux mois, qui dort en près du ventilateur. Mamie, elle, est bien décidée à attendre avant de songer à fonder un nouveau foyer : « Je fais du commerce encore quelques années et ensuite je retourne au pays. Mais on ne peut pas faire les deux. »

Descentes de police à n'importe quelle heure

De son propre aveu, les affaires ne sont plus ce qu'elles étaient, les Chinois décidant de s'installer directement en Afrique. Au quotidien, l'intégration et la cohabitation sont difficiles. « On ne peut avoir que des relations professionnelles avec les Chinois, ce n'est pas possible de construire autre chose », s'emporte Diarra Thiam, qui évoque aussi ces voisins qui appellent la police pour un oui ou pour un non. « Le rythme des descentes est éprouvant, confirme Mamie. On peut être contrôlé à n'importe quelle heure, ils te terrorisent, te demandent ton visa, et des documents que parfois tu ne peux pas donner, et puis ils te font payer. » Depuis 2009, Pékin a durci sa politique de visa. Ceux qui sont encore accordés sont en général limités à trente jours, il faut désormais sortir de Chine, voire retourner en Afrique pour les renouveler.

Certaines font encore le choix de s'installer à plein temps dans la mégapole chinoise. Mais,

avec le manque d'apports financiers, elles sont souvent obligées d'ouvrir des commerces illégaux. Dans le bloc C, Aminata (2), 26 ans, a ouvert un restaurant clandestin dans son petit appartement. Diplômée en restauration à Dakar, elle a suivi les conseils de son grand frère commerçant, il y a maintenant cinq ans. « J'avais plus d'excitation que de peur », explique-t-elle dans un sourire.

« Quand tu fais un travail illégal dans un pays aussi sévère, c'est vraiment difficile. »

Son petit appartement est le théâtre de visites nombreuses et permanentes. La porte reste constamment ouverte, pour pouvoir entendre l'arrivée des policiers. Dans une pièce, une de ses clientes en boubou, la soixantaine, prie. La télé diffuse des sourates du Coran. Aminata ne sert que de la nourriture sénégalaise importée directement du pays. Dans le congélateur, remisé dans un coin du salon, elle conserve assez de poisson séché pour tenir deux mois. Ici, les clients s'installent sur le canapé.

Peu importe qu'elle doive payer 3600 yuans par mois pour vivre dans cet appartement ou qu'elle doive quitter le territoire tous les 90 jours pour renouveler son visa, elle ne se plaint pas. Elle reconnaît cependant les difficultés de devoir exercer sa profession dans l'illégalité : « Je travaille tous les jours de 9 heures à minuit. Parfois, il peut se passer une semaine sans que je sorte de mon appartement. Et puis quand tu fais un travail illégal dans un pays aussi sévère, c'est vraiment difficile. »

En cas de contrôle, les preuves d'une cuisine clandestine doivent être cachées au plus vite. Pourtant, à la différence de Thiam et Mamie, pas question d'envisager un retour au pays tout de suite : « Avant, je me verrais bien trouver un mari ici et monter une affaire avec lui. »

**Audrey Altimare,
Hélène Gully,
Antoine Terrel
et Meng Shuxin**



Le casse-tête du plomb dans l'assiette

L'extrême pollution des sols pousse à développer des formes d'alimentation plus saines. Mais la population reste sceptique.

Armée d'un crochet, une paysanne coupe les branches épaisses sur lesquelles poussent des fruits du dragon. Deux rangs plus loin, un employé s'occupe des cucurbitacées. A 25 kilomètres du centre-ville, dans le sud de Canton, les gratte-ciels et les klaxons

des voitures ont laissé la place aux nombreuses exploitations agricoles. Li Zhiwei, propriétaire de la ferme Weiyuan, cultive sur 13 hectares des fruits et légumes classés «verts», l'un des quatre principaux labels chinois d'agriculture raisonnée. « Ces fruits et légumes ne contiennent qu'une

quantité limitée d'éléments chimiques », explique-t-il. Une alternative aux récoltes entièrement biologiques, impossibles à développer sur son terrain. « Nous sommes trop proches de la ville, déplore le propriétaire. Le sol est encore très pollué. » Au total, douze personnes travaillent à la ferme de Li Zhiwei et quarante dans le restaurant. L'agriculteur privilégie le « vert » car « sur les marchés chinois, la plupart des produits contient un taux important de composants chimiques. Ces aliments sont de meilleure qualité. » Un pari risqué, car ce type d'agriculture est moins productive et coûte plus cher. « Ces fruits et légumes sont aussi moins populaires car ils ne sont pas beaux », se désole l'exploitant agricole. Dans les sentiers qui



Estelle Patis/Cuej

A la ferme de Li Zhiwei, 12 personnes sont employées à la récolte de fruits et légumes classés verts.

1996

Le virus de la grippe aviaire a été isolé pour la première fois dans le Guangdong en 1996, grande région productrice de volaille. Depuis, le virus H5N1 a régulièrement refait surface dans le sud-est de la Chine (2001, 2003, 2005), avant de se propager aux pays voisins, voire à l'autre bout du monde. L'épidémie a touché 850 personnes et fait près de 450 victimes depuis 2003 selon l'Organisation mondiale de la santé (OMC).

traversent les plantations, un de ses employés asperge les talus de désherbant. Du sain vers le bio, le chemin est encore long. Depuis les années 1980, la croissance exponentielle de la province du Guangdong a induit un taux important de pollution industrielle, principale source de contamination des sols avec les déchets collectés par les municipalités. Les entreprises, qui fabriquent pour les marchés du monde entier, rejettent leurs eaux usées directement dans le delta de la rivière des Perles, lesquelles à leur tour irrigueront les sols. L'activité agricole participe aussi activement à la contamination des terres. Les fertilisants utilisés en masse répandent des métaux lourds dans les choux, épinards et autres légumes-feuilles. A ces facteurs s'ajoutent la pollution de l'air et l'explosion du trafic routier.

Riz au cadmium

« *Le sol n'est pas un écosystème isolant*, indique Li Meiyang, enseignante en alimentation à l'Université d'agriculture de Chine du Sud. *Les polluants remontent facilement à la surface, dans la nappe phréatique et dans l'atmosphère.* » Et contaminent ainsi toute la chaîne alimentaire. En 2013, 44% des échantillons de riz prélevés dans des restaurants autour de Canton contenaient du cadmium à un niveau toxique, une information relayée par les journaux chinois, comme le *Quotidien Metropolis du Sud* (1) et le *Quotidien de Canton* (2).

En 2014, le gouvernement central a pour la première fois levé le voile sur un problème classé secret d'Etat : un rapport officiel établit qu'un cinquième des terres arables chinoises est contaminée. La région du delta de la rivière des Perles fait partie des plus touchées avec 28% des terres infectées par les métaux lourds : sans surprise, on y trouve

du cadmium (responsable de maladies du rein voire de cancers), mais aussi du plomb (qui provoque stérilité, avortements spontanés et atteintes du système cérébral) et du cuivre (qui endommage reins et foie). Dans la mégalopole de Canton et la ville industrielle de Foshan, le taux de contamination des sols atteint même 50%.

Peu d'adeptes

Samedi matin, 10 heures, dans un centre commercial de Canton. Chez Jusco, un supermarché japonais, un jeune couple choisit un sachet de soja labellisé « organique ». Des vendeuses harangent les clients, qui ajoutent quelques légumes bio, deux à trois fois plus chers que les autres, dans leurs paniers. « *Ce sont principalement des familles qui achètent pour leurs enfants* », remarque Yu, une vendeuse. A l'autre bout de la ville, les menus du restaurant biologique Daogu affichent la couleur : en moyenne 90 yuans (soit environ 13 euros) par personne, soit le double

d'un repas dans un restaurant de moyenne gamme. Pourtant, à 12h30, les clients n'hésitent pas à attendre une demi-heure pour obtenir une table. Ici, des familles avec des enfants en bas âge, des personnes âgées, peu de jeunes couples. Dans le magasin attendant, Xiu se promène entre les rayons, prend un sachet de nouilles avant de le reposer : « *C'est cher et je ne sais pas si c'est vraiment biologique* », se méfie-t-il. Une suspicion amplifiée par la multiplicité des labels : entre les paquets de riz « organiques », le soja « vert » et la salade « inoffensive », difficile de s'y retrouver. Seule une partie de la population chinoise a conscience des risques sanitaires impliqués par la pollution. « *Certains demandent au gouvernement de prendre des mesures mais la plupart des Chinois ne sont pas suffisamment renseignés. Ils ne savent pas quelles zones sont polluées, quelles sont les conséquences sur leur*

santé », observe Li Meiyang.

Un aliment fait pourtant l'unité contre lui : le lait. Depuis l'immense scandale sanitaire de 2008, les Chinois s'en méfient, traumatisés par les intoxications à la mélamine. Six enfants étaient morts et plus de 300 000 nourrissons avaient été malades. Aujourd'hui, les Chinois qui ne font plus confiance aux supermarchés locaux profitent de voyages à l'étranger pour rapporter des produits sains. « *Un bébé, c'est le futur d'une famille, c'est ce qui nous concerne le plus* », témoigne Li Huang, 22 ans. L'étudiante va régulièrement faire ses courses à Hong Kong et rapporte, en plus des produits cosmétiques, du lait en poudre pour la fille de sa sœur. Dans les rues de l'ex-colonie britannique, l'achat des précieux bidons suit tout un rituel : on les prend en photo, on n'achète que les marques qu'on connaît vraiment. « *L'événement de 2008 a créé un traumatisme,*

« Les Chinois ne savent pas quelles sont les conséquences sur leur santé »

confie Li Huang. *Le scandale en soi a été résolu, mais il a révélé un problème de transparence dans les médias et les Chinois ont perdu confiance dans le gouvernement. Même avec des règles très strictes, il est difficile de vraiment surveiller les entreprises.* »

« Zone morte »

Nourrir 1,4 milliard d'habitants est l'un des principaux défis du gouvernement, qui encourage les paysans à augmenter les rendements. Mais cette politique a ses revers. La contamination des sols agricoles affecte la qualité des produits. Chaque année, plusieurs millions de tonnes de céréales sont déclarées interdites à l'exportation. Outre la menace sanitaire, l'état des terres est parfois tellement mauvais que celles-ci deviennent impropres aux cultures et aux habitations. « *Si le sol n'est pas aux normes, la construction de maisons ou d'écoles peut devenir délicate* », souligne Li Meiyang. Les rejets d'engrais, d'eaux usées et de déchets ont également déclenché >>>

>>> dans le delta de la rivière des Perles une prolifération d'algues qui désoxygène le secteur, met tant en danger le reste de la vie marine. En 2006, le delta a été classée « zone morte » par le programme des Nations unies pour l'environnement.

Le gouvernement en dit encore moins au sujet des sols qu'à propos de l'air et de l'eau. Si quelques provinces et communes ont mis en place des réglementations minimales, elles peinent à appliquer les sanctions. Entre deux politiques de tri sélectif, le gouvernement commence à prendre des mesures. « Jusqu'en 2000, 70% de l'eau était rejetée sans aucun traitement dans la rivière des Perles, note le professeur Yuan Qifeng, urbaniste à l'école de géographie et d'urbanisme de l'université Sun Yat-Sen. La tendance s'est inversée à partir de 2010, avec 90% de l'eau traitée à la suite d'un plan massif de construction de stations



Aurélie Sipos/Cuej

Les terres agricoles contaminées par le plomb sont un obstacle au bio.

d'épuration. » Les entreprises engendrant des déchets sont de plus en plus surveillées, mais pas encore assez pour Li Meying : « Ces inspections devraient être renforcées et les entreprises elles-mêmes devraient procéder à des contrôles plus stricts. »

Conscient de la gravité de la situation, Pékin a annoncé l'élaboration d'une loi consacrée à la prévention et au traitement des sols pollués, qui devrait être présentée à l'Assemblée nationale populaire en 2017.

Hélène Capdeviole et Fei Fan

Labels officiels :
无公害农产品
« Produit agricole inoffensif » correspond aux exigences de sécurité alimentaire minimales élaborées par le gouvernement. Les pesticides et fertilisants sont autorisés, mais pas le recours aux pesticides hautement toxiques.
绿色食品
« Nourriture verte » correspond aux niveaux de sécurité des aliments de base de la plupart des pays occidentaux. Ce label autorise l'utilisation de certains produits chimiques en quantité limitée.
良好的农业规范

Les « bonnes pratiques agricoles », soucieuses de développement durable, économique et social, visent à produire des aliments de qualité, dans un environnement sain pour les ouvriers et les habitants limitrophes.
有机食品
« Nourriture biologique » désigne des aliments cultivés dans un environnement qui rassemble les standards de production biologique. Aucun produit chimique ne peut être utilisé et les techniques de production et d'emballage doivent être conformes aux conditions établies, dans une zone sans polluants.

Zhuhai : le vert à moitié vide

La ville souhaite affirmer sa position de métropole écologique mais le chemin est encore long.



Sur le papier, Zhuhai est la ville à l'éternel ciel bleu, aux montagnes verdoyantes et aux eaux claires. Une destination parfaite pour les touristes avides d'échapper à la pollution des grandes métropoles. En réalité, une fois le panneau d'entrée de la ville dépassé, une chape grise s'étend sur Zhuhai, la même qu'à Canton, située à 140 km.

Comme bon nombre de ses voisins, cet ancien village de pêcheurs a connu une industrialisation et une urbanisation massive à partir de 1980, date à laquelle le gouvernement l'a élevé au rang de zone économique spéciale (ZES), tout comme Shenzhen. Mais Zhuhai n'a pas connu la même croissance : en 2014, elle affichait un PIB de 185,7 milliards de yuans (soit 26 milliards d'euros), près de dix fois moins que sa rivale (3). Zhuhai, située à la frontière de Macao, n'a pas bénéficié du même afflux de capitaux que Shenzhen, qui jouxte la riche Hong Kong.

Costa Brava chinoise

En contrepartie, l'agglomération de 1,6 million d'habitants se

vante d'avoir respecté l'environnement. Zhuhai a d'ailleurs remporté tout un lot de prix : ville du bonheur, ville romantique ou encore modèle national de protection de l'environnement (4). En mars dernier, elle s'est enorgueillie d'être dans le top 10 des villes chinoises les moins polluées. Mais elle est devancée par Shenzhen.

Le bruit des klaxons masque le calme supposé de la forêt

Dans les rues, les immeubles délabrés sont loin de la carte postale vendue par le gouvernement local. Son statut de ville verte, Zhuhai le doit en fait à sa dizaine de parcs forestiers, véritables poumons de l'agglomération. Derrière les barres d'immeubles, le parc de la forêt de Banzhang, ouvert en 1999, attire aussi bien les amateurs de bala-

Pourtant classée ville verte, Zhuhai reste très urbanisée et souffre d'un fort taux de pollution.



Estelle Pattée/Cuej

(1) Article publié le 17 mai 2013

(2) Article publié le 23 mai 2013

(3) La direction générale du trésor du ministère des Finances et des comptes publics du gouvernement français.

(4) «Zhuhai sets sights on clean environment» (deltabridges.com) et «Zhuhai questioned for exclusive use of happy city title» (Chinadaily.com)

des que les habitants. Sur cette colline, pas de sentiers mais une route bétonnée, empruntée par les voitures. Le bruit des klaxons des conducteurs impatientes masque le calme supposé de la forêt. Des bornes wifi jaillissent d'entre les branches. Armés de bouteilles vides, les promeneurs motivés s'attaquent au chemin pentu qui mène au sommet de la colline. Une habituée, la cinquantaine, effectue bidon à la main ce pénible trajet régulièrement pour récupérer l'eau de source qu'elle juge de « meilleure qualité ».

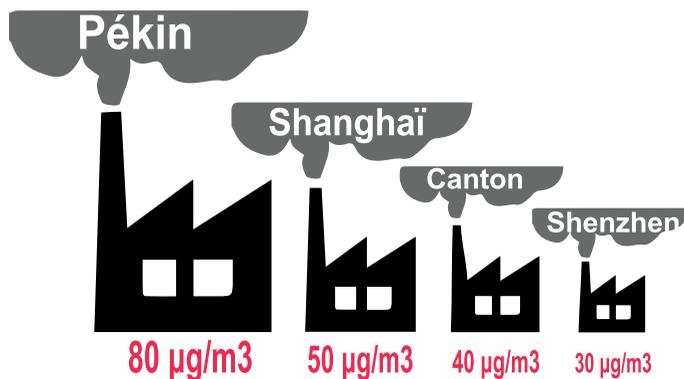
Surnommée « la ville aux cent îles », Zhuhai est bordée de 146 archipels. Hôtels, villas et même un Club Med ont envahi la Costa Brava chinoise, sans oublier les yachts amarrés aux ports. Seules quelques îles ont été épargnées par cette urbanisation massive. Sur Qi'ao, une zone nationale de préservation des dauphins blancs a été créée. Dan'gan abrite, elle, une réserve naturelle de 1300 macaques sauvages. « A l'avenir, nous voulons développer notre marque de tourisme écologique et de ville verte », prévoit Li

Xiangqing, chargé du développement touristique à l'office de tourisme et de sports de Zhuhai. Une ambition qui correspond au concept « déco-civilisation », créé par le gouvernement et réaffirmé lors du dernier congrès du Parti communiste chinois en 2012. L'année dernière, Zhuhai a accueilli au total 4,7 millions de touristes et compte bien ajouter de nouveaux titres à son palmarès, en cherchant à devenir une « ville nationale forestière ».

Fei Fan, Estelle Pattée et Aurélie Sipos

Le Guangdong, touché aussi par la pollution

Concentration en microgrammes de particules fines PM 2.5 dans quatre agglomérations chinoises.



Source : Greenpeace

L'éco-civilisation, qu'est-ce que c'est ?

Le concept d'éco-civilisation a été énoncé pour la première fois par l'ex-homme fort Hu Jintao en 2007, lors du 17e congrès du Parti communiste chinois (PCC). Après les civilisations spirituelles, matérielles et politiques, avec l'éco-civilisation le président de la République populaire de Chine entendait « repenser le lien entre la nature et l'homme », en réconciliant le développement économique du pays avec la protection de l'environnement. Lors du dernier congrès, en 2013, le soutien à l'urbanisme vert, les énergies renouvelables et la conservation des espaces naturels ont été définis comme les nouvelles priorités du gouvernement..

就业

中国经济增速逐渐放缓。长期依赖制造业发展的东莞出现了大量工厂倒闭、企业规模缩减的现象，如今亟待新的经济增长模式。

与之相对的是，深圳作为中国第一个经济特区，在创新的驱动下发展为国际化大都市，大量的初创型企业在这里孵化成长。腾讯，中国互联网三大巨头之一，其总部也坐落于此。

深圳股市经历多次大跌大涨，原因是80%投资者是中小投资者而非机构投资者，股票的快速买卖使得股市震荡更加频繁。

近年来，源源不断的外来务工人员远离家乡，来到珠三角工作，寻求新的机遇。但户籍制度却给外来务工人员带来重重壁垒。同时，新一代外来务工人员的心态和追求也产生了新的变化，他们需要被社会尊重和认同。

Les start-ups préparent

A Shenzhen, les incubateurs poussent comme des champignons. Visite d'Emielab qui développe le « Innovated in China ».

L'immeuble d'une dizaine d'étages est en travaux. Peinture grise décrépie et allure bringuebalante, l'unique ascenseur n'inspire pas confiance. Au troisième étage, changement de décor : canapés moelleux, couleurs vives et portes vitrées. Pour les franchir, il faut un badge. Derrière elles, un open space de 1300 m². Bienvenue à Emielab, une structure d'accompagnement pour start-up spécialisée dans le hardware à Shenzhen.

« *Nous sommes opérationnels depuis janvier mais cet incubateur est la version bêta de ce que nous souhaitons mettre en place à long terme* », précise Christophe Branchu, co-fondateur d'Emielab, à l'aise dans son jean et ses baskets.

Capital 100% chinois

Cinq mois après l'ouverture, la structure accompagne déjà une quinzaine de jeunes pousses. Et puisqu'elle est financée par l'entreprise de distribution chinoise Emie, son capital est, pour l'instant, 100% chinois.

Le modèle made in China s'es-soufflant, « *notre rôle en tant qu'incubateur est d'inventer le futur "Innovated in China"* », explique le jeune patron de 25 ans. L'équipe dirigeante comprend une dizaine de personnes, en majorité des hommes dont trois Français. Emielab propose différents services, à commencer par la mise en relation avec les fournisseurs et les meilleures usines. Leurs conseils « *séduisent majoritairement les Chinois puisqu'ils disposent souvent d'un embryon de technologie, mais ne savent pas forcément quoi en faire* », com-

ment Christophe Branchu.

Des éclats de rire rythment les discussions où l'anglais, le français et le chinois se mêlent. Une cinquantaine de jeunes entrepreneurs évoluent dans une atmosphère rassurante, presque amicale. Moyenne d'âge : 27 ans, le doyen en a 36. La petite entreprise ressemble à une grande maison où chacun vit à son rythme.

Fin de la pause déjeuner, certains partent faire la sieste. Les membres de Pureplus, l'une des start-ups, retournent travailler. Après dix-huit mois de gestation et cinq mois de couveuse, leur produit est enfin prêt.

Accueillie à Emielab pour finaliser son projet, la PME chinoise est à l'étape de la commercialisation de son masque anti-pollution. L'équipe a travaillé avec un designer pour en faire – presque – un accessoire de mode. « *Contre la pollution, les consommateurs n'ont actuellement le choix qu'entre des masques chirurgicaux ou des masques à gaz*, raconte Yuki Wu, membre de Pureplus. *Il y a un vrai marché pour de nouveaux masques à la fois ergonomiques et efficaces contre les particules fines.* » Plusieurs mois ont été nécessaires pour repenser totalement les matériaux. L'aide d'Emielab a été très utile sur le design et « *l'expérience consommateur* ».

Autre perle en culture à Emielab, un label anti-contrefaçon créé par une start-up française. Ce label est un morceau de papier que l'on place sur le produit à protéger. Chaque papier est comme

une empreinte digitale, unique et enregistré dans un serveur. Grâce à l'application WeChat, l'utilisateur pourra scanner le label et déterminer si c'est une copie ou un original. Cette technologie a été élaborée par les entrepreneurs français mais sera certifiée made in China.

Des consommateurs de plus en plus exigeants

Dans l'une des salles de repos, une quinzaine de start-uppers se sont réunis. La plupart d'entre eux sont Chinois. « *Tout est fait pour nous encourager à innover et à communiquer, à commencer par l'agencement de l'espace* », s'enthousiasme un jeune homme en désignant l'open-space. Unanimes, les jeunes entrepreneurs

ne regrettent pas leurs expériences précédentes dans de grandes entreprises dont ils préfèrent taire le nom. « *Le meilleur est à venir parce qu'ici, on nous laisse inventer, on nous laisse nous exprimer* », résumant-ils.

Mais les poussins d'Emielab ne sont pas seulement des start-ups. « *Parmi nos clients, il y a de grandes compagnies qui se retrouvent confrontées à un ralentissement de leur chiffre d'affaires car les consommateurs sont devenus exigeants* », explique Christophe Branchu. Pour s'adapter à la métamorphose du marché local, certaines d'entre elles font appel à Emielab en tant que plateforme d'innovation. L'équipe de l'incubateur leur apprend à inventer de nouveaux usages pour des pro-

« Le meilleur est à venir. Ici, on nous laisse inventer, on nous laisse nous exprimer »

le rebond en avant



Hélène Gully/Cuej

L'incubateur Emielab héberge une cinquantaine de jeunes entrepreneurs.

duits et un design. « *Les entreprises chinoises ont compris la nécessité de se réinventer* », renchérit le fondateur. Son équipe travaille actuellement sur le lancement en septembre prochain de son programme « *d'accélération* » de six mois. « *Je voudrais que ce programme mélange des startups et de plus grandes entreprises pour favoriser au maximum les échanges et mieux connecter ces deux modèles d'entreprise* », révèle le jeune Français en insistant sur leurs intérêts réciproques à collaborer : « *Les startups ont besoin d'argent et d'accès au marché. Et les entreprises ont tout intérêt à se connecter aux startups qui*

« D'autres sont encore trop dans un processus d'imitation »

ont un véritable potentiel d'innovation. Les grands groupes peuvent investir dans leurs projets ou même les racheter. » L'innovation est le critère principal pour intégrer cette couveuse de luxe : « *On sélectionne des start-ups qui développent leurs propres technologies. D'autres sont encore trop dans un processus d'imitation et n'inventent rien de nouveau* ».

A Shenzhen, depuis un an et demi, les incubateurs poussent comme des champignons. Une grosse quinzaine a déjà fait surface. Leur ambition est double : conquérir le marché chinois d'un milliard de consommateurs et raccourcir les délais de fabrication. Dans la capitale de l'élec-

tronique, l'accès aux usines est direct, la réalisation des prototypes rapide. En échange, les startups étrangers apportent leurs savoirs. « *L'autre immense plus-value pour le marché national sont ces Chinois de plus en plus nombreux qui ont étudié à l'étranger, raconte le designer français. Ils reviennent avec une envie de créer et une autre vision.* »

Un parc industriel à la place des villages

« *Shenzhen commence à faire parler d'elle, elle a l'ambition de devenir une ville internationale* », explique Christophe Branchu. Un objectif initié dès 2007, lorsque le gouvernement a décidé de remplacer une série de villages en périphérie de la ville pour un immense parc industriel >>>

>>> dont onze immeubles consacrés au logement d'entreprises et start-ups dédiés à l'innovation au loyer mensuel de 56 yuans (8 euros) le mètre carré. Un fonds de 40 milliards de yuans a aussi été créé. A Emielab, après quelques mois d'existence, les 1300 m² ne suffisent plus. « De grandes sociétés immobilières offrent des tarifs préférentiels pour les incubateurs et des structures comme la nôtre », confie Christophe Branchu. Le gouvernement central, très intéressé par leur projet, leur a proposé des aides financières. Emielab y réfléchit. La condition : préserver leur indépendance en obtenant ces subventions.

**Hélène Gully,
Mathilde Loire,
et Zeng Qianying**



Dans l'open-space, tout est fait pour que le start-uper se sente comme à la maison.

L'appli des savants foot

Le ballon rond est au centre d'une nouvelle application, Open Play. Objectif : mesurer les performances des joueurs en temps réel.

On est fans de football et on jouait souvent à Fifa (une simulation de football sur console, ndlr). A la fin du match, on voulait toujours voir les statistiques de la rencontre, le nombre de tirs, de passes, la possession du ballon... Et on s'est dit que ce serait génial si les gens pouvaient faire la même chose dans la vraie vie », se souvient Xie Junxi, Yu Guo et Huang Zhijin. Deux ans et demi plus tard, l'idée a fait son chemin. Après avoir lancé un forum de discussions et de partage de contenus autour du sport, les trois associés, réunis au sein de l'entreprise Sponia, comme sport et mania, créent tout début 2015, l'application Open Play. C'est dans un bâtiment de petites briques rouges, orné d'une peinture à la gloire des travailleurs chinois et reconverti en open-space, que les trois fondateurs dirigent leurs 60 employés. Le principe est simple : chaque joueur reçoit sur son smartphone un résumé complet de sa performance sur le terrain sous forme de graphique pour peu que lui, ou son équipe, ait fait appel à un statisticien affilié à Sponia avant le match.

Une centaine de statisticiens

Un an et demi après le lancement de leur application, les trois fondateurs revendiquent d'ores et déjà 2 millions de matchs enregistrés et 50 000 utilisateurs. « Chaque joueur peut connaître ses points

forts et ses points faibles, précise Huang Zhijin. Ce n'est plus le privilège des professionnels ».

Rapidement, Open Play s'est transformée en une machine bien huilée, nécessitant d'importants moyens humains. « Le football a toujours été populaire, et surtout ici à Canton car c'est une grande ville avec une grande équipe », détaille Xie Junxi.

Pour fonctionner, l'application nécessite, selon les calculs de Huang Zhijin, « une centaine de statisticiens basés à Canton, Pékin, Hong Kong et Shanghai ». Pour enregistrer les performances des joueurs, un membre de Sponia doit être présent au bord du terrain et noter tous les détails. Un problème que la start-up a en partie réussi à contourner, s'inspirant d'entreprises comme Uber. Les statisticiens ne sont pas des employés. Ils se

sont simplement inscrits sur le site et proposent d'aller voir les matchs en échange d'une rétribution. Cependant, seules les grandes villes disposent d'un réseau de collaborateurs assez étendu pour faire fonctionner Open Play correctement. Si l'application n'est pour instant disponible qu'en chinois, les joueurs tentés par l'évaluation de leurs performances sportives dans d'autres pays pourraient avoir accès à Open Play dans les prochains mois. Une version en anglais de l'application serait « à l'étude » pour l'automne.

Benjamin Hourticq et Antoine Magallon



2 millions de matchs ont déjà été enregistrés, et 50 000 utilisateurs recensés.

*Benjamin Hourticq/
Cuej*

Zhai présent dans le futur

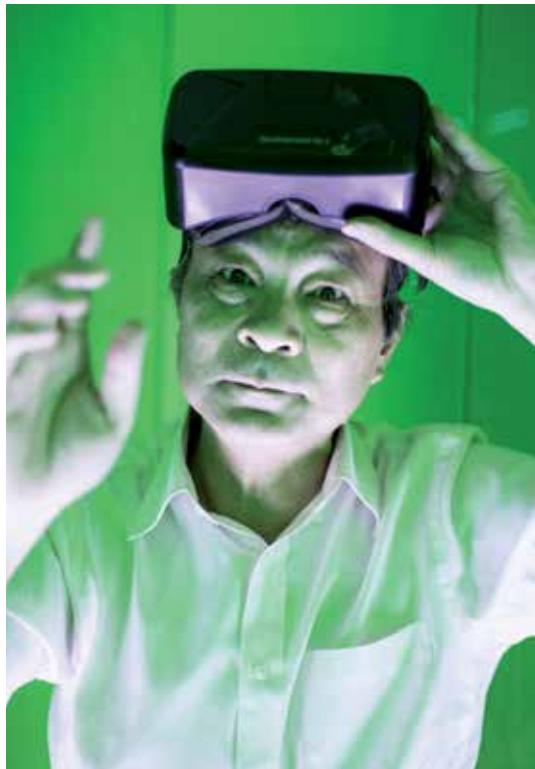
Expert depuis vingt ans de la réalité virtuelle, ce philosophe s'enthousiasme des possibilités offertes par cette nouvelle technologie. Mais reste vigilant quant aux dérives possibles.

Imaginez : je me promène dans les rues de Canton en voiture. Progressivement, le décor change, et je roule près de la Cité interdite à Pékin. La transition était homogène, je ne l'ai pas sentie. Je continue de rouler, et me voilà à Paris : le décor a changé de façon tout aussi imperceptible. » Zhai « Philip » Zhenming, professeur de philosophie occidentale, sourit, les yeux pétillants. « Cette expérience sera bientôt possible grâce à la réalité virtuelle. » Dans son laboratoire de l'université Sun Yat-sen, il rêve au futur de la technologie la plus en vogue du moment. Les acteurs du secteur high-tech rivalisent pour développer les casques, capteurs, caméras et programmes qui donneront à l'utilisateur l'impression de se trouver au cœur d'un jeu vidéo ou d'un petit film.

« Internet des objets »

Dans l'avenir que Zhai Zhenming imagine, la frontière entre monde physique et virtuel est très floue. Une « réalité étendue » y « combine réalité virtuelle et Internet des objets ». L'« Internet of Things » est considéré comme une nouvelle évolution du web, étendu aux objets connectés et ainsi au monde physique. « Avec l'Internet des objets, on peut être à deux endroits en même temps grâce à la téléprésence », explique le professeur Zhai. Ce monde virtuel serait contrôlé et façonné de l'intérieur par l'être humain. Chaque personne physique y aurait son équivalent virtuel, un « avatar » capable d'effectuer « des travaux industriels et agricoles », de manger, apprendre, nager ou faire l'amour. « Nous serons même capables d'y faire des choses impossibles à réaliser dans le monde physique », s'enthousiasme-t-il. Ce scientifi-

que hors normes de 59 ans cultive ces idées depuis plus de vingt ans. Il a publié en 1998 *Get Real : A philosophical adventure in virtual reality*. Il y exposait déjà ses



Le professeur Zhai Zhenming, seul maître à bord de son laboratoire.

Nicolas Serve/Cuej

théories et y affirmait l'absence de distinction entre le monde virtuel et le monde physique. Le chercheur est un produit de l'ouverture du pays : il a quitté la Chine dans les années 1990 pour aller terminer sa thèse de philosophie occidentale à l'université du Kentucky aux Etats-Unis. Il a enseigné dans plusieurs universités et publié deux ouvrages en anglais avant de rentrer à Canton en 2000. Il y a deux ans, il a reçu les fonds nécessaires pour financer son laboratoire, où il est seul maître à bord. L'homme à l'allure de savant fou décrit ses expériences sur un ton agité mais toujours joyeux. Dans son discours se mêlent grands principes philosophiques, éléments

techniques et références à Kant et Platon, ou au film *Avatar*. « La différence entre illusion et réalité, le lien entre le corps et l'esprit, l'identité personnelle... Tous les questionnements traditionnels de la philosophie ont pourtant un lien pertinent avec les enjeux de la réalité virtuelle », affirme-t-il. Avec elle, nous pouvons former un nouveau monde qui stimule tous nos sens comme dans le monde physique. »

« Des maîtres diaboliques »

L'approche philosophique est d'autant plus essentielle que la réalité virtuelle est un sujet brûlant. Beaucoup voient la Chine comme le pays capable de construire des appareils à bas coût. Zhai Zhenming n'est pas convaincu que le géant asiatique gagnera la course de la commercialisation. Il est par contre persuadé que la technique va très vite s'améliorer. « Dans quelques années, nous n'aurons plus besoin d'ordinateurs. De petits processeurs remplaceront nos smartphones, et des lunettes beaucoup plus légères serviront d'écran. » Conscient des dérives possibles, le philosophe insiste sur la nécessité d'établir des règles éthiques et rationnelles. « Un tel monde peut favoriser la liberté et la créativité humaine, ou peut permettre à quelques maîtres diaboliques de contrôler et exploiter les individus. C'est pour cela que je propose d'écrire une charte du monde virtuel. » Très concrètement, il imagine que chaque personne sera capable de commander les objets de ce monde, mais qu'aucun individu ne puisse en contrôler un autre sans son autorisation : « Il faudrait que le signal entre l'humain et son avatar n'aille que dans un sens : de l'individu au monde virtuel. »

Mathilde Loire, Zhang Chenlu et Zeng Qianying

Tencent, des applications qui vo

Propriétaire du réseau social WeChat, le groupe règne sur le web chinois et cherche à s'imposer au niveau mondial.



Clément Grégoire/Cuej

Facebook, Google, Twitter, Instagram... Leur accès est bloqué en Chine. L'étranger qui arrive dans le pays peut vite se sentir un peu perdu sans ses réseaux sociaux habituels. Où publier une photo, partager son opinion ou donner des nouvelles ? WeChat est là pour tout ça, et même plus encore. La majorité des Chinois communiquent, jouent, s'informent voire payent avec cette application. Le réseau social a su profiter de l'appétit de son public pour l'e-shopping. Faire du réseau y est aussi facile : la case CV est cochée. WeChat pourrait résumer à lui seul l'emprise du groupe Tencent sur la société chinoise.

600 millions d'utilisateurs

Fondée en 1998, la firme lance un an plus tard la messagerie instantanée QQ. Dix ans après, l'entreprise est déjà un géant de l'Internet chinois. Jeux vidéos, microblogging, moteurs de recherche, streaming, organismes de charité : Tencent est omniprésent. Mais c'est grâce à son réseau social, l'un des premiers à se tourner vers les mobiles, qu'il a su investir la vie quotidienne des Chinois.

Dans le métro de Canton.

Siège de Tencent, à Shenzhen. Il est 11h30. Au premier étage de la partie publique, déjà occupée par des groupes de visiteurs, une série de graphiques défile sur des écrans. « *C'est le futur* », répète une jeune guide, enthousiaste. L'un deux présente le classement des grands groupes de l'Internet mondial : Google, Facebook et Amazon sont en tête. Tencent et Alibaba, l'autre grande entreprise chinoise, se disputent la quatrième place. Un peu plus loin, un planisphère en relief indique les connexions en temps réel sur WeChat. 600 millions d'utilisateurs sont alors en ligne. Le réseau social a recensé en mai 2016 près d'un milliard de comptes créés. Si WeChat compte quand même 70 millions d'utilisateurs au-delà des frontières chinoises, Tencent et son application ne jouissent pas de la même notoriété à l'étranger. Un rapide coup d'œil au planisphère confirme cette impression : les points lumineux recouvrent entièrement l'Est de la Chine et permettent de visualiser les foyers de conurbations. Plus épars dans le reste du monde, ils semblent correspondre aux lieux d'habitation de la diaspora chinoise, comme les métropoles américaines.

us veulent du bien

Disponible dans une quinzaine de langues, le réseau social semble pourtant prêt pour sa conquête de l'Occident. D'ailleurs, le nom en anglais lancé en 2012 – son nom en chinois est Weixin – témoigne de cette volonté d'implantation internationale. « *Nous nous concentrons principalement sur la Chine* », tempère Kong Qian, chargée de relations publiques et du marketing dans l'entreprise. Mais avec un marché national déjà acquis, la réponse de la jeune femme ne convainc pas. « *Nous avons un bureau aux Etats-Unis, notamment pour diffuser les jeux de QQ, cède Kong Qian. Et WeChat est aussi présent en Asie du Sud-Est, l'application est numéro 1 des téléchargements à Singapour* » : 75% de la population de la ville-Etat est d'origine chinoise.

WeChat, ambassadeur de Tencent en Asie

WeChat Taiwan, WeChat Indonésie, WeChat Thaïlande, WeChat Hong Kong... Le réseau social sert de véritable ambassadeur à l'entreprise. Mais à Taiwan, rapportait le quotidien anglais *The Guardian* en mars 2015, le législateur s'est inquiété des problèmes que l'application posait en terme de sécurité nationale : comment faire confiance à un groupe qui laisse le gouvernement chinois intercepter et contrôler toutes ses données ? Scénario similaire en Inde où ses 400 millions d'internautes étaient convoités par Tencent. WeChat y a été lancé en 2013, suscitant de vives inquiétudes. Le gouvernement avait même envisagé d'interdire son utilisation, effrayé par l'emprise du Parti Communiste chinois sur le réseau social. Une emprise d'autant plus gênante que Tencent entend s'impliquer à tous les niveaux de la vie de ses utilisateurs. Elle leur assure communication, information, divertissement... et services administratifs. WeChat permet de recharger sa carte de métro ou d'envoyer de l'argent à un proche, à l'aide de WeBank. « *Nos clients peuvent aussi régler leurs factures, s'enregistrer pour une demande de visa ou ouvrir un compte en banque grâce à notre programme de reconnaissance faciale* », détaille la guide à l'aide de son propre téléphone. Tencent se charge de la sécurité des citoyens en bloquant les attaques de sites et logiciels malveillants. Il veut même aider les autorités à « *prévenir les mouvements de foule* » pendant les périodes de fête. Des programmes localisent les individus grâce à leur chaleur corporelle et au big data. Résultat : les fortes concentrations de foule, comme les manifestations, sont repérés immédiatement. Ce futur facilité par l'échange de données, dont les employés de Tencent sont si fiers, serait une invention de leur PDG Pony Ma, qu'il désigne sous le nom d' « *Internet+* ». Pourtant, il n'est pas

le premier à rêver d'une telle société. Chercheurs et entrepreneurs évoquent le concept d'un monde connecté par l'« *Internet of Things* » depuis le début du siècle. Et cette volonté d'investir chaque étape de la vie quotidienne fait de Tencent l'alter ego chinois de Google.

La Silicon Valley chinoise

La philosophie et les pratiques du groupe chinois font d'ailleurs écho à celles de la Silicon Valley. Installée au cœur du Hi-Tech Park du district de Nanshan, Tencent ne manque pas une occasion de recruter des « *potentiels* » dans l'université voisine, celle de Shenzhen, dont les deux fondateurs Ma « *Pony* » Huateng et Zhang « *Tony* » Zhidong, ont été diplômés à 22 et 23 ans. Les employés, moyenne d'âge 29 ans, viennent de Chine et du monde entier. « *Nos ressources humaines font le tour des grandes universités pour y promouvoir l'esprit Tencent, et leur montrer tous les avantages qu'ils y obtiendront : des salaires attractifs, une culture de la liberté et un encouragement à la création* », explique Kong Qian. Sans parler du futur siège, une double tour

à Shenzhen qui contiendra un supermarché, une salle de gym et des auditoriums pour écouter des conférences de célébrités. Tencent se veut une « *grande famille* » : à chaque occasion sa fête d'entreprise, et à Noël, les 25 000 employés et leurs proches assistent à un grand spectacle. Certains s'y produisent, même

Pony Ma, qui à 45 ans, « *chante ou danse chaque année* ». « *Au recrutement, nous nous inquiétons moins du diplôme que du potentiel d'innovation* », ajoute la chargée de relations publiques.

L'innovation revient comme un leitmotiv. La moitié des employés travaillent dans la recherche >>>

Le web chinois sous surveillance

Dans le cadre de la gouvernance mondiale, le gouvernement chinois tente depuis 2014 d'imposer la notion de « *cybersouveraineté* », qui permet à la Chine de fixer ses propres règles sur Internet. Dès 1998, Pékin avait développé le concept de « *Grand Pare-feu* », sous le nom « *Bouclier doré* ». Aujourd'hui, près de 40 000 policiers surveillent le réseau. Les fournisseurs d'accès et les entreprises ont l'obligation de stocker et livrer les données aux autorités. Afin de « *protéger la sécurité nationale* », divers sites

et réseaux sociaux étrangers sont bloqués. Des expressions sont filtrées, comme celles qui évoquent la répression du mouvement de la place Tiananmen en 1989 ou la question de l'autonomie du Tibet. Les Chinois sont toutefois de plus en plus nombreux à pratiquer le « *fanqiang* », ou contournement de la muraille. A l'aide d'un VPN (Virtual Private Network) ou d'un serveur proxy situé à l'étranger, ils obtiennent une localisation factice, de l'autre côté du bouclier.

M. L

1998

Date de création de l'entreprise

En 2013, WeChat part à la conquête du marché indien et ses 400 millions d'internautes



Benjamin Hourtaig/Cuej

>>> et le développement. Tencent se targue de ses 17 000 brevets déposés. L'entreprise est pourtant régulièrement accusée de copier le travail de ses concurrents. Son succès, c'est d'abord l'imitation améliorée. L'empire s'est construit sur la reproduction de modèles étrangers, pour mieux les adapter à un marché de 690 millions d'internautes chinois. Les potentiels concurrents américains lorgnent aussi vers cette réserve d'utilisateurs. Mais refusent d'obéir aux lois nationales de censure et d'interception des informations au nom de la « protection nationale ». Et restent donc bloqués par le « Bouclier doré », la Grande Muraille de l'Internet chinois. Tencent n'a donc eu aucun obstacle étranger pour prendre possession du marché national.

Tencent produit la majorité des applications mobile du pays.

Aujourd'hui, Tencent se tourne comme tous ses concurrents vers la réalité virtuelle. En novembre dernier, l'entreprise annonçait la sortie prochaine de la miniStation, une console qui servirait de portail vers des contenus en réalité virtuelle (jeux, informations, films, shopping...) Un site dédié est déjà en ligne, mais ne donne pas beaucoup d'informations. « Nous ne pouvons pas en parler, ce n'est pas encore sur le marché », répondent les représentants de l'entreprise interrogés. Les plans secrets de Tencent lui permettront peut-être d'investir le marché mondial... A moins que les pays étrangers fassent obstacle à un contrôle du monde virtuel par le gouvernement chinois.

Hélène Gully, Mathilde Loire et Zeng Qianying

Le jeu dangereux des boursicoteurs

Les petits investisseurs, peu rompus aux mécanismes financiers, fragilisent la Bourse, très instable depuis plusieurs mois.

Agé d'à peine 22 ans, Xie Xu avait un rêve : gagner de l'argent facilement. Conseillé par un ami travaillant dans la finance, cet étudiant a investi 20 000 yuans, près de 3 000 euros, dans l'achat d'actions à la Bourse de Shanghai en avril 2015. Les indices chinois connaissaient une spirale de croissance incroyable qui leur a permis de doubler en un an leur valeur, voire de la tripler dans le cas de Shenzhen. Mais les aspirations de Xie Xu se sont heurtées à la chute brutale des marchés chinois lors de l'été 2015. L'indice de Shanghai est descendu de 5 000 à moins de 3 000 points. « J'ai essayé de vendre mes actions quand elles baissaient et d'acheter celles qui commençaient à monter », explique

l'étudiant. Il passait deux heures par jour à se renseigner sur les marchés et réalisait plusieurs opérations par semaine. En vain. Il a perdu les trois quarts de ce qu'il avait investi et a décidé en septembre de retirer tout son argent, soit 5 000 yuans.

Une manière de s'enrichir

Comme Xie Xu, plus de 50 millions de particuliers chinois investissent leurs économies dans la Bourse. Les petits investisseurs représentent 80% du volume quotidien, quatre fois plus que sur les marchés occidentaux. « Les gens ne font pas confiance aux institutions financières et gouvernementales. Ils préfèrent gérer et investir l'argent par eux-mêmes », explique Cao Xiaoping, professeur de finances à l'Université de

Sun Yat-sen. L'absence d'assurance-vie ou encore d'épargne rémunérée laisse peu de choix de placement. « La présence majoritaire de petits investisseurs est l'une des raisons principales de la volatilité de la Bourse chinoise », ajoute Cao Xiaoping. Les opérations des particuliers, qui cherchent des bénéfices immédiats, amplifient les moments de croissance et de chute des cours, ce qui fait que « les marchés en Chine ne sont pas étroitement liés aux cycles économiques », ajoute le professeur. Xie Xu reconnaît que les petits investisseurs, comme lui, encouragent la volatilité du marché, mais sa seule préoccupation comme actionnaire était « son propre argent ». Boursicotant depuis plus de vingt ans, Wu Gang, 47 ans, ne prend pas le temps

de se renseigner sur ses actions et suit les conseils de ses amis. « J'ai de l'argent disponible dont je ne sais pas quoi faire, affirme ce professeur en sylviculture. La Bourse m'a toujours semblé une bonne manière de m'enrichir. » Il a commencé avec une somme de 3 000 yuans (430 euros), mais totalise aujourd'hui des actions d'une valeur de 50 000 yuans. Plus élevés encore sont les gains obtenus par Chen Mingliang, 45 ans. Après avoir engagé 5 000 yuans en 1997, ce paysagiste a obtenu au fil des années des plus-values supérieures à 250 000 yuans, soit près de 36 000 euros. « J'ai toujours suivi la même stratégie : vendre mes actions quand elles ont monté au-dessus de 30% de leurs valeurs initiales ou baissé en dessous de 10% », affirme-t-il. Cette règle qui s'inspire d'un proverbe traditionnel chinois ne l'a pas protégé de la bourrasque des derniers mois : il accumule depuis l'été dernier des pertes d'environ 30 000 yuans.

Un gouvernement à la peine

Fermeture des Bourses quelques minutes à peine après leur ouverture, injection de sommes astronomiques sur les marchés, importante dévaluation de la devise nationale depuis les trente dernières années : le gouvernement de Xi Jinping multiplie les interventions. Mais les indices chinois continuent leur tendance à la baisse. Xie Xu regrette que les actions du gouvernement n'aient pas « réussi à arrêter les opérations spéculatives des acteurs mieux informés comme les traders ».

« Il y a une grande incertitude vis-à-vis de la politique gouvernementale et les petits investisseurs tentent de comprendre ce que fait le gouvernement », explique le professeur Cao Xiaoping. Au fil des douze derniers mois, plusieurs millions de petits investisseurs ont retiré leur argent du marché. « J'ai arrêté d'acheter des nouvelles actions », confesse Wu Gang. Il vient d'acheter une maison dans le marché montant du secteur immobilier de Canton.

**Enric Bonet-Torra,
Justin Delépine et Lu Shiyi**

Les industries veulent filer un meilleur coton

Touché par le ralentissement économique, Dongguan, fleuron du textile, résiste tant bien que mal.



Une ancienne usine de textile à l'abandon, à Dongguan, en mai.

L'usine du monde tourne toujours. Réputée pour son industrie manufacturière, Dongguan a fabriqué durant des décennies des produits bas de gamme destinés au monde entier. Pourtant, à première vue, ce sont surtout des tours d'habitation et des buildings d'entreprises qui structurent le paysage de cette ville de huit millions d'habitants. Ses 60 kilomètres de long et 30 de large sont divisés en 32 quartiers. Sur les autoroutes, poids lourds et camionnettes forcent le passage. Désormais collée à Canton, cette immense commune témoigne du ralentissement de l'économie chinoise.

Dajingtou, textile en stock

Dans le quartier de Dajingtou, le calme apparent cache des milliers d'ouvriers qui s'activent à l'intérieur des fabriques. On s'étonne de rentrer si sim-

plement dans l'une d'elles. Une vingtaine de travailleurs produisent des pulls pour l'Amérique du Nord. Un groupe est concentré sur ses machines à coudre. Dans la brume de vapeur d'eau, trois hommes repassent les vêtements sur des larges morceaux de carton. Le manager ramasse les piles de pulls et les entasse sur un chariot. Dans cette grande pièce à moitié vide flotte une petite musique. De la pop chinoise. Devant l'entrée, quatre ouvrières cousent à la main sur de larges tables en plastique. L'équipement est d'une telle simplicité qu'on pourrait croire l'installation éphémère.

Changshengshui, le coup de pompe

La spécialité de Changshengshui, c'est la chaussure. Sur une grosse machine, à cheval sur le trottoir, deux ouvriers fabriquent des semelles par milliers. Le long de la rue se succèdent des petits >>>



restaurants et des entrepôts dégorgeant de cartons emballés dans du film plastique. Accoudé à une table, Liu Xiali (1) raconte sa vie d'ouvrier migrant arrivé à Dongguan en 1986. Pour lui, l'année se découpe en deux saisons, basse et haute, selon l'intensité de la production. Mais l'activité se tarit, et Liu Xiali craint de perdre son emploi. « Auparavant, pendant la grosse période, je travaillais de 8h à 11h, puis de 14h à 18h et enfin de 19h à 21h30, explique-t-il. Maintenant, je travaille à peine quatre heures par jour et seulement deux heures pendant les périodes les plus calmes. » Sa rémunération a chuté. « Je ne touche plus que 3000 yuans (407 euros) pendant la haute saison contre 7000 auparavant. » Sa femme et leurs deux enfants travaillent dans la même usine.

Depuis la crise de 2008, l'activité de la plupart des secteurs manufacturiers de la ville a ralenti. Une partie de la production se déplace dans des pays moins coûteux en main-d'œuvre, comme le Vietnam ou le Bangladesh. « Dongguan s'est développée grâce à la délocalisation de l'industrie manufacturière venue des pays développés. Maintenant, cette



(1) Les noms ont été modifiés.

(2) Selon le quotidien hongkongais *South China Morning Post*.

dernière part vers des pays comme l'Indonésie », explique Sun Shundong, rédacteur en chef adjoint du magazine *Dongguan Economy*.

Dans l'industrie de la chaussure depuis plus d'une décennie, Huang Chunshun (1), montre de luxe au poignet, a son bureau à Changshengshui : « Les salaires ont fortement augmenté, mais les produits sont toujours bas de gamme, donc c'est facile de délocaliser dans des pays disposant d'une forte main-d'œuvre non qualifiée. » Ce manager a changé d'entreprise et « n'exporte désormais en Europe que des produits fabriqués au Vietnam ».

Le New South China Mall en montagnes russes

Il se vante d'être le plus grand centre commercial d'Asie. On

trouve au New South China Mall des boutiques de marques, des restaurants et même un parc d'attractions. Le parcours de montagnes russes entre par un côté d'un bâtiment, fait quelques tours à l'intérieur, puis sort de l'autre.

Mais les attractions, comme les magasins, sont quasiment vides. « *On n'a pas encore énormément de clients* », reconnaît Zhang, qui s'est installée au Mall il y a un an. Elle a profité de conditions avantageuses. La déco du magasin et les six premiers mois de loyer sont offerts par le nouveau propriétaire. A l'aide d'un marketing agressif, ce dernier a réussi en quelques mois à convaincre des centaines de commerçants d'ouvrir des boutiques, où les prix sont comparables aux prix européens. « *Je paye 30 000 yuans de loyer mensuel alors que le même espace à Canton me coûterait au moins 100 000 yuans* », assure Wang Xu, qui vient d'ouvrir un restaurant spécialisé dans le poisson. Peu inquiet du faible passage, il arbore un grand sourire : « *L'économie de Dongguan est en train de changer, il y a beaucoup d'opportunités en ce moment.* »

Laojiao, sur les traces du tourisme sexuel

Dans les ruelles paisibles du quartier de Laojiao, les bâtiments en travaux s'enchaînent. Des hôtels étoilés, restaurants et même des boutiques de souvenirs jalonnent cette zone de plus de 140 000 habitants, choisie par la municipalité pour développer l'activité touristique. Dans une vitrine, une photo de deux jeunes filles aux traits orientaux et à la peau claire trône au milieu d'une

collection de jouets sexuels. Une affiche nie l'évidence : « *Technical massage* ». Avec 250 000 personnes travaillant dans l'industrie du sexe, selon les chiffres de la télévision nationale, Dongguan est connue comme capitale de la prostitution, pourtant interdite en Chine. En 2014, un vaste coup de filet policier, très médiatisé, a déclenché une tentative de régulation. Plus de 2000 hôtels, karaokés, saunas ou salons de massages ont été fermés, le chef de la police et le maire renvoyés.

Changping, sous la menace de la désindustrialisation

De l'autre côté de la ville, à une trentaine de kilomètres, des manufactures sans vie se succèdent dans les rues du quartier de Changping. Derrière l'entrée de nombreuses usines, la verdure envahit les cours désertées. Après le début de la crise économique mondiale, la fermeture des manufactures s'est accélérée à Dongguan, provoquant l'arrêt de 72 000 sites (2) entre 2008 et 2012.

L'année dernière, plus de 4 000 compagnies ont quitté la ville, même si dans le même temps, d'autres ont ouvert.

La trace de cette désindustrialisation rampante est palpable dans ce quartier, sorte de Detroit chinois.

Dans un bâtiment vide, des morceaux de vêtements, des bobines et des papiers d'identité jonchent le sol. Personne n'est venu prendre la place de la dernière société en date. Sur le toit, il ne reste de l'ancienne cantine que des chaises et des tables de fer rouillées. De là, on distingue une partie du quartier de Changping. Derrière les usines délaissées, de grandes tours rappellent qu'ici, l'activité n'est jamais loin.

La mairie, porte-flambeau de la diversification

Derrière un imposant bureau, Zheng Guohong, directeur du bureau de construction de la

municipalité, concède : « *La transition économique de Dongguan est très douloureuse.* » La commune industrielle souhaite diversifier son activité. La célèbre marque de téléphonie Huawei, à la troisième place du podium mondial dans la vente de smartphones derrière Samsung et Apple, y a déjà implanté ses sites de production. « *En 2015, l'installation des centres de recherche de Huawei a permis la création de 30 000 emplois* », assure le fonctionnaire de la ville.

Une autre voie de développement : le tourisme. En 2015, « *le gouvernement a décidé d'investir 50 millions de yuans pour stimuler ce secteur dans la ville* », précise Wu Zhicai, professeur d'économie du tourisme à l'Université du Sud de la Chine. C'est le premier investissement public dans

ce domaine à Dongguan. Un tourisme fortement lié à l'activité industrielle, puisque « *70 % des 30 millions de visiteurs an-*

« 70 % des 30 millions de visiteurs annuels sont des hommes d'affaires. »

nuels sont des hommes d'affaires », ajoute le professeur.

Ces businessmen, originaires du monde entier, sont aussi des consommateurs potentiels : « *Ils vont chanter au karaoké, jouer au golf et réservent des nuitées dans les hôtels* », poursuit Wu Zhicai. A la demande des autorités, l'agence de voyage Dongguan International Travel Service a ouvert en avril dernier un bureau chargé de développer une offre locale.

Depuis, elle propose des visites guidées aux curieux : culture, environnement et patrimoine industriel. « *Ces tours n'ont intéressé qu'un seul groupe jusqu'à présent* », se désole un responsable. Ironie : la visite des usines n'a pas été choisie.

**Enric Bonet-Torra,
Justin Delépine,
Ismaël Halissat,
Li Xingjun et Ma Zihan**

Cette usine désaffectée regroupait à la fois le site de production et les dortoirs des ouvriers.

Enric Bonet-Torra / Cuje

1992

Deng Xiaoping se rend à Shenzhen, Guangzhou et Zhuhai. Lors de discours très médiatisés, l'artisan de l'ouverture économique de la Chine confirme la poursuite des réformes et affirme qu'aucun retour en arrière n'est possible, au moment où la Bourse de Shenzhen est inaugurée. Le principe d'« économie socialiste de marché » est adopté et inscrit dans la Constitution l'année suivante.

Les jeunes mingong réclament leur part du rêve chinois

La nouvelle génération de migrants de l'intérieur n'est pas prête à faire les mêmes sacrifices que ses aînés.

Nés dans les années 1980 et 1990, ils sont des millions à avoir quitté leurs campagnes pour les mégapoles du pays en quête d'un avenir meilleur. Les mingong, souvent élevés par leurs grands-parents alors que leurs propres

parents se tuaient à la tâche en ville, aspirent à une vie plus stimulante. Un rêve menacé par le ralentissement de l'économie chinoise. Rencontre à Baiyun, dans le nord de Canton, avec Tang, Wu et les autres, les nouveaux migrants de l'intérieur. Lundi après-midi, 16 heures, les

Wu Erwei, ici dans son appartement de Baiyun, vit depuis dix ans à Canton.

écoles du district de Baiyun déversent un flot d'enfants dans les ruelles défoncées de ce quartier industriel. Sur une placette pavée de dalles grises, des petits jouent à l'ombre des saules sous le regard bienveillant de leurs mères. Pendant que son fils renverse allègrement sa brique de lait de



soja entre ses orteils, Dai, jeune trentenaire au visage gracile et émacié, habillée tout en paillettes, se souvient : « *Mon oncle m'a conseillé de venir à Canton pour travailler dans une usine de chaussures. Mes camarades de classe, mes amis, tous étaient déjà partis dans le delta de la rivière des Perles pour travailler à l'usine.* » Elle a vite trouvé du travail, cooptée, comme cela se fait beaucoup, par des migrants de sa région. Depuis dix ans, elle confectionne des chaussures dans ce quartier du nord de Canton. Elle et son mari, aussi ouvrier, étaient arrivés sans leur fils, laissé sous la garde de ses grand-parents. « *Mes parents* >>>

(1) Centre chinois de recherche économique
(2) Bureau des statistiques chinoises

Les « paysans-ouvriers », une migration de masse

Depuis trente ans, le delta de la rivière des Perles bénéficie d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Un exode rural qui n'a cessé de prendre de l'ampleur.

Littéralement « paysan-ouvrier », le terme de *mingong* désigne une personne sans qualification ayant quitté sa région natale pour travailler en ville. Le phénomène est apparu avec l'ouverture de la Chine à l'économie de marché en 1979 initiée par Deng Xiaoping. Des centaines de milliers de paysans ont alors quitté la misère des campagnes pour tenter leur chance dans les villes côtières du Sud.

Combien compte-t-on de mingong ?

Dès 1985, les autorités chinoises recensaient plus de 67 millions de *mingong* pour une population totale d'un peu plus d'un milliard d'habitants (1). En 2015, le mouvement s'est encore amplifié. Alors que la Chine compte près de 1,4 milliard d'habitants, environ 20% d'entre eux sont des migrants (280 millions). Ces dernières années, le flux a tendance à ralentir. Leur salaire mensuel moyen est de 3 072 yuans (environ 440 euros). Mal informés sur leurs droits, la moitié d'entre eux travaillent sans contrat (2).

Quelles sont leurs conditions de vie ?

Ils habitent les dortoirs de leurs usines ou les quartiers proches, dans des logements composés d'une seule pièce. Les cadences de production et les faibles salaires les obligent souvent à se séparer de leurs enfants, qu'ils ne voient, dans la majorité des cas, qu'une ou deux fois par an. Ces enfants « laissés à l'arrière » sont éduqués par les grands-parents ou les voisins dans leur province d'origine.

Qu'est-ce que le hukou ?

Mis en place sous Mao en 1958, le hukou est un système d'enregistrement, qui instaure une division entre les habitants des villes et des campagnes. Le mécanisme cherche à éviter l'installation des paysans dans les zones urbaines, et permet de contrôler les migrations au sein du territoire chinois. Les personnes disposant d'un hukou urbain bénéficient d'une couverture sociale, et d'un accès facile et gratuit aux écoles publiques du quartier. Les migrants ne disposant que d'un hukou rural sont contraints de payer une école privée ou de scolariser leurs enfants dans leur village d'origine.

Qui sont les « mingong de deuxième génération » ?

La génération née après les années 90 constituée à la fois des enfants des premiers travailleurs migrants, qui ont en général été élevés à la campagne, et de jeunes issus de familles vivant en zone rurale. Cette génération, mieux éduquée, connectée, aspire à une vie moins difficile que la précédente. Le passeport intérieur a été, en partie, réformé et certains jeunes travailleurs comptent aujourd'hui s'installer définitivement dans les villes. Un système de points a été mis en place pour permettre l'obtention du hukou local à Shenzhen en 2012 ou à Canton en 2013. Mais les critères sont inatteignables pour beaucoup et les mingong sont toujours victimes de cette discrimination.

Valentin Ehkirch et Jiang Zheng



Valentin Ehkirch / Cuej

>>> s'occupaient mal de mon fils. Ils lui donnaient à manger et faisaient ses lessives, mais ce n'est pas assez. Lan dernier, dans notre village, j'ai surpris mon fils, qui est de nature très curieuse, en train de fumer une cigarette. J'étais folle de rage. Même si je savais que ça me coûterait très cher, il fallait absolument que je le reprenne en main », en rit-elle aujourd'hui, alors que son garçon de dix ans, rapatrié l'année dernière, s'attèle à ses devoirs sur un banc en pierre.

« Il vaut mieux s'occuper des enfants soi-même »

Sheng Jianqun, qui habite le quartier depuis 1997, a vu les choses changer : « Il y a encore dix ans, très peu de parents migrants amenaient leurs enfants à Canton parce que leurs salaires ne le leur permettaient pas. Les choses sont en train de s'améliorer. » Dans le réduit de 6m² qui lui sert d'atelier de serrurier, où s'entassaient en vrac ampoules, limes et une télé, Wang (1) s'assure que ses deux fils font correctement leurs devoirs. Sa femme, ouvrière du textile, s'inquiète : « Le collègue public de notre fils aîné nous coûte plus de 10 000 yuans par an (1 400 euros). On ne sait pas comment nous pourrions envoyer notre cadet dans une école publique », souvent plus cotée que l'équivalent privé : « Malgré toutes les difficultés, il vaut mieux s'occuper de ses enfants soi-même. Nos deux fils ont toujours vécu ensemble. »

Vendeur dans une échoppe de textile, Chen, 24 ans, faisait des affaires dans sa ville natale quand il s'est laissé convaincre par ses parents de venir à Canton pour acquérir de l'expérience. Avant d'ouvrir un jour peut-être son propre commerce. « Il y a plus d'opportunités ici », affirme-t-il. En attendant, il est obligé de compter sur l'une de ses sœurs, arrivée avant lui, pour se payer à manger et cotiser pour son

« assurance sociale », impérative s'il souhaite obtenir un certificat temporaire de résident. Pour l'heure, l'essentiel de ses revenus passe dans le loyer de l'appartement qu'il partage avec un ami, situé à dix minutes de son magasin.

Wu Erwei est arrivé tout seul à Canton il y a dix ans. La mort dans l'âme, il a quitté, « comme 90% des jeunes de [s]on âge », son village du Hunan. Il aurait voulu continuer à travailler la terre avec ses parents, mais il n'y avait pas suffisamment de travail pour trois. À la place, il assemble des pièces de chaussures dans une petite usine de Baiyun. Adossé à un arbre en bas de chez lui, où il reçoit le réseau qu'il ne capte pas dans son studio, il raconte avec

amertume que ses parents n'ont pas voulu le suivre à cause de la qualité de l'air. « Il n'y a personne de mon village dans mon

usine, déplore-t-il. Mais quand j'ai du temps libre, je vois souvent mes amis venus ici », autour d'une bière, d'une partie de billard ou dans des cybercafés.

Une rue et quelques dizaines d'usines plus loin, Zhang (1), 27 ans, se délasse à la terrasse d'une épicerie lors de son unique jour de congé hebdomadaire : « Cela fait un an que je suis à Baiyun. Ma femme et mon fils sont toujours dans le Guangxi. J'étais fermier, je suis venu ici pour l'argent. » Son smartphone en main, il raconte qu'il passe le plus clair de son temps libre à tchatter sur un groupe de conversation du réseau social WeChat qui rassemble sa famille et ses amis. Il travaille d'arrache-pied et économise tout ce qu'il peut. Bientôt, sa femme et son fils viendront le rejoindre à Canton pendant quelques mois. D'ici là, le jeune homme espère qu'il aura accumulé suffisamment d'argent pour quitter le dortoir de son usine et être en mesure de payer le loyer d'un petit appartement.

Douze heures par jour

Zhang travaille douze heures par

jour, six jours sur sept dans un atelier de confection surchauffé les longues journées d'été. Malgré ses 72 heures de travail hebdomadaire, il donne raison à ceux qui disent des jeunes mingong qu'ils sont fainéants : « Ma génération est plus flemmarde que la précédente. Eux, travaillaient bien plus dur, ils étaient capables de produire beaucoup plus que nous dans le même temps. » Payé à la pièce, il se dit déjà qu'il mettra un plus sérieux coup de collier le jour où son fils sera en âge d'aller à l'école.

Flemmarde, Tang (1) ? A 18 ans, elle multiplie les petits boulots depuis deux ans. Ces temps-ci, elle sert les clients d'un restaurant entre treize et quatorze heures par jour, 7 jours sur 7 pour un salaire de 3000 yuans. En cas de gros coup de fatigue, elle peut demander un jour de congé, mais pas le samedi, ni le dimanche. Elle assure qu'elle « ne travaille pas pour l'argent mais pour l'expérience ». Elle a été successivement caissière, coiffeuse, manucure. Où puise-t-elle toute son énergie ? « Si je ne travaille pas, je ne suis pas payée ! Et je veux en apprendre le plus possible, ça me servira plus tard », lance-t-elle, un large sourire aux lèvres. Elle n'économise rien. Propriétaire de deux chiens, toute sa paie y passe : « Mes amies se moquent souvent de moi en disant que je nourris mes chiens alors que je ne peux même pas me nourrir moi-même. »

Comme Tang, Zhang ne reste jamais bien longtemps dans la même entreprise. Touchées par le ralentissement de l'économie



De nombreux « paysans-ouvriers » sont venus vivre et travailler dans le quartier industriel de Baiyun.

(1) Les noms ont été modifiés

2010

Une vague de suicides a lieu au sein de l'usine Foxconn, qui fabrique les produits d'Apple, Nokia et Sony. C'est la plus grande entreprise au monde en termes de fabrication de produits électroniques. Au total, 14 jeunes mingong de 17 à 28 ans se jettent dans le vide durant l'année 2010. Ces ouvriers travaillaient douze heures par jour sur des chaînes d'assemblage pour un salaire d'environ 156 euros par mois.



Valentin Etkirch / Cuij

chinoise, les usines ouvrent et ferment, les journées de travail raccourcissent. Dai, elle, aimerait travailler plus : « Lorsque je suis arrivée ici, en 2006, mes journées duraient douze heures. Mais maintenant, les commandes diminuent et je ne travaille plus que huit heures. » Elle se dit insatisfaite et s'inquiète de la baisse de ses revenus.

« Les conditions de travail sont très difficiles, alors autant mourir. »

Ouvrier dans une usine de chaussures dans le district de Baiyun, Li (1), 30 ans dont dix passés à Canton, préfère tourner sa situation en dérision. Il dénonce aussi ce climat rendu délétère par la contraction de la demande pour des ouvriers payés au rendement, qui crée un « effet domino. Beaucoup de petites usines ferment et ne paient pas les ouvriers. » Zhang raconte qu'une fois, « dans l'usine à côté

de la [s]ienne, le patron n'a pas versé les salaires, car il n'avait pas été payé par ses clients. Il a vendu les produits et il est parti avec la caisse. » Dans ce cas-là, assure-t-il, le gouvernement local a pris possession du bâtiment et l'a revendu pour honorer les dettes de l'entreprise et payer les salariés.

Tous n'ont pas cette chance.

« L'ancienne génération ne se plaignait pas, affirme Zhang. La nouvelle, mieux éduquée, connaît

plus de moyens de protester. Elle est également plus courageuse. Si les jeunes savent qu'ils sont dans leur bon droit, ils osent s'opposer à leurs patrons. » Certaines revendications portent désormais sur l'amélioration des conditions de travail et sur des hausses de salaires. Ce fut le cas en 2010, lorsque les salariés de l'usine Honda de Foshan firent grève pour « 800 yuans de plus ». « La

281

grèves dans le Guangdong ont été recensées entre août 2015 et janvier 2016 par l'ONG China Labour Bulletin, basée à Hong Kong.

6,4

millions de personnes ne possèdent pas le statut de résident local sur les 8,2 millions d'habitants que compte Dongguan, l'une des plus grandes cités manufacturières du pays, située à 70 km à l'est de Canton, selon la même ONG.

première génération a grandi dans la pauvreté, travaillait dur et n'en demandait pas beaucoup, raconte Hong Zhenkuai, éditorialiste au magazine Yanhuang Chunqiu. La nouvelle génération, elle, vit dans de meilleures conditions et sait mieux ce qu'elle est en droit d'attendre de la vie citadine. »

Wu Erwei est moins optimiste. Il y a dix ans, il a commencé à fabriquer des chaussures à Baiyun pour 1 000 yuans par mois. Il émarge désormais entre 4 000 et 5 000 yuans : « Les employés demandent souvent de meilleurs salaires, mais les patrons ne veulent pas. Les relations sont mauvaises, ils ne se soucient pas de nos conditions de travail. Si on travaille mal, on est virés ». Depuis quelques années, la grogne enfle dans les usines du Guangdong.

Dans la majorité des cas, les protestations portent sur le non-versement des salaires et des pensions dues aux ouvriers. Avant de rejoindre les PME du textile du district de Baiyun, Li est passé par les grosses usines du district de Panyu. Bien plus nombreux, les salariés jouissaient d'un plus grand pouvoir. « C'est très difficile d'être contre le gouvernement, explique Li. Quand nous ne sommes que 20 dans une entreprise, c'est dur de se faire entendre par les autorités, nous ne recevons aucun soutien. »

« Une nouvelle ère »

L'inquiétude quant à leur avenir ne les empêche pas de nourrir des projets. Tang, du haut de ses 18 ans, y croit dur comme fer. Elle est de ceux pour qui la vie en ville s'est imposée comme une évidence. Ces dix dernières années, elle n'est retournée que trois fois dans son village d'origine. Ses parents, fermiers devenus patrons de supérette, l'ont mise au monde ici avant de l'envoyer très jeune dans leur province du Fujian. Pantalon noir évasé, tee-shirt blanc imprimé, sandales assorties, elle est la Cantonaise branchée par excellence. Elle est « absolument certaine » qu'elle aura la vie plus facile >>>

>>> que ses parents. « *C'est une nouvelle ère !* », lance-t-elle, rayonnante. Elle ne sait pas de quoi demain sera fait, mais elle voudrait lancer sa propre entreprise et vendre des thés glacés à Canton.

Moins enthousiaste, Dai décrit sa vie cantonnaise en ces mots : « *Cou-ci-couça.* » « *Je n'ai pas envie de changer de travail ou de déménager dans l'immédiat. Mais avec le déclin de l'économie, j'aimerais faire autre chose, mais je ne sais pas quoi. Vendre de la nourriture, pourquoi pas ?* » Elle aussi voudrait lancer son propre business, ici ou ailleurs.

Des filles russes sur Internet

Zhang, lui, est amer. « *Je ne veux pas du hukou de Canton, ni que mon fils vienne étudier ici.* » Autour du cou, il porte un collier de fil rouge paré de pierres blanches rondes typique du Xinjiang, lointaine province de l'ouest de la Chine. Son beau-frère en a offert un à chaque membre de la famille. Après un an à Canton, Zhang ne s'est pas fait d'amis et a accepté sa situation avec résignation. Il semble compter les jours jusqu'à un potentiel retour. « *Si j'avais plus d'argent, je serais plus heureux.* »

A quelques pas de là, à la fenêtre de sa chambrette de dix mètres carrés d'où il pourrait toucher du doigt l'immeuble voisin, Wu Erwei pense aussi au retour. Dix ans après son arrivée à Canton, il ne se sent toujours pas intégré. Les mœurs locales sont trop éloignées des siennes. Durant son temps libre, il surfe sur Internet où il a découvert, dit-il, que les filles russes sont très belles et moins matérialistes que les Chinoises. Il aimerait en rencontrer une. D'ici quelques années, lorsqu'il aura accumulé suffisamment de richesses, il retournera dans le Hunan pour créer sa propre usine. Désabusé, il lâche : « *Le rêve chinois n'a pas beaucoup de sens. Pour les gens ordinaires comme moi, c'est sans espoir.* »

**Loup Espargilière,
Jiang Zheng, Li Dejiang
et Yu Shasha**



Des écoliers de seco

Les mingong peinent à inscrire leurs enfants dans les écoles publiques de Canton et se tournent vers

Le directeur m'a dit qu'il y avait très peu de chances pour que je puisse inscrire mon fils dans son école.»

Après sa journée de travail à l'usine, Dan Yuong, 46 ans, revient de la grande école privée de Huijiang. Originaire de la province de Hubei, installé à Canton depuis sept ans, il a décidé trois mois plus tôt de faire venir son fils de 8 ans pour pouvoir veiller sur son éducation.

Mais l'école privée de Huijian est saturée, et il ne dispose pas du certificat de scolarité nécessaire pour y inscrire son fils. Dans ce quartier vétuste du sud-ouest de Canton, les *mingong* trouvent des loyers à bas prix, et des emplois manufacturiers. Pour leurs enfants, l'accès à l'éducation est bien moins évident. Manque de places dans les écoles, difficultés administratives, frais de scolarité dissuasifs... À Canton comme



Valentin Ehkirch/Cuej

nde classe

enfants dans les écoles s le privé.

dans les autres grandes villes chinoises, la scolarisation des enfants de mingong est plus une course d'obstacles qu'un levier d'émancipation pour cette population sur laquelle s'est appuyé l'essor économique du pays.

Première embûche, le hukou, sorte de passeport intérieur qui régit l'accès des citoyens chinois aux services publics : comme leurs parents, les enfants de mingong ne disposent pas de

La très grande majorité des places de l'école de Huijiang sont occupées par des familles de migrants.

(1) Bureau national des statistiques de Chine, www.stats.gov.cn

hukou urbain. Conséquence, même si depuis 1986 l'école est obligatoire et gratuite pendant les neuf premières années, les écoles publiques des grandes villes sont presque inaccessibles aux enfants nés avec un hukou de campagne. Pour pouvoir y inscrire leurs enfants, les parents migrants doivent être propriétaires d'un logement dans la ville, ou bien disposer d'un emploi stable et louer un appartement depuis plus d'un an, puis accumuler des points. Ancienneté de résidence, paiement d'une assurance sociale, contributions financières au système éducatif, heures de volontariat voire don de sang rapportent ces précieux points. Pour la grande majorité, la précarité du quotidien (bas revenus, emplois instables, horaires extensibles et manque d'informations) rend ces conditions quasiment impossibles à remplir.

Le recours aux écoles privées

La solution consiste donc à se tourner vers les écoles privées. Celles-ci sont payantes et généralement déjà débordées : « *La capacité d'accueil ne correspond pas au nombre de migrants présents* » reconnaît Ling Yuming, directeur de l'école de Huijiang, dont les 2600 places sont occupées à 98% par des enfants de mingong. « *Dans le privé, la qualité de l'enseignement ne vaut pas celle des écoles publiques* », avoue une institutrice de l'établissement. « *Ici, la majorité des enseignants sortent d'écoles professionnelles, alors que dans le public, ils ont un niveau universitaire.* » Malgré cela, les écoles privées situées en ville restent mieux perçues que les écoles publiques dans les campagnes. Un argument qui compte pour les mingong souhaitant à tout prix que leurs enfants ne suivent pas le même parcours qu'eux.

La qualité moindre de l'enseignement en zone rurale, l'envie de maintenir des liens familiaux et la crainte que l'éducation par les grands-parents ne soit trop

permissive motivent de plus en plus de regroupements familiaux dans les mégapoles industrielles. « *Avant d'arriver ici, mon fils ne savait ni compter jusqu'à cent, ni lire, explique Dan Yuong. Je l'avais confié à mes parents mais ils étaient trop âgés pour bien s'occuper de lui.* » Il l'a donc inscrit dans une garderie. Chaque soir après l'usine, il lui donne des cours de calcul et d'écriture en espérant pouvoir l'inscrire à l'école.

Des frais de scolarité élevés

Dernière difficulté : l'argent. Dans ces établissements privés, les frais de scolarité oscillent entre 3 000 et 4 000 yuans (407 et 543 euros) par semestre, l'équivalent d'un mois de salaire moyen d'un mingong soit 3 072 yuans (1). Ce coût pour les familles est en partie pris en charge par l'Etat dans des écoles privées : « *Chaque semestre, les élèves reçoivent entre 675 yuans et 1 200 yuans d'aide gouvernementale* », affirme le directeur Ling Yuming.

L'établissement perçoit aussi un million de yuans chaque année pour améliorer son équipement et ses conditions d'enseignement. Les initiatives gouvernementales pour faciliter la scolarisation d'enfants de migrants sont rares. En 2014, la Chine a mis en place une aide de 250 000 yuans à la création d'écoles privées. Et récemment, les autorités locales de Canton ont annoncé un projet pilote dans cinq quartiers, pour favoriser l'intégration des jeunes mingong à l'horizon 2020.

Les inégalités entre enfants de mingong et enfants de locaux restent grandes, les frais de scolarité n'en finissent pas d'augmenter et la précarité des travailleurs migrants se répercute sur la scolarité de leurs enfants. Chaque année, environ 10% des élèves de Huijiang quittent l'école pour suivre la même voie laborieuse que leurs parents.

**Jiang Zheng,
Li Dejiang,
Théau Monnet
et Yu Shasha**

NEWS D'ILL

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ),
Université de Strasbourg - 11 rue du Maréchal-Juin CS 10068 67046 Strasbourg -
03 68 85 83 00 www.cuej.unistra.fr - www.cuej.info

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Nicole Gauthier

ENCADREMENT Laurence Defranoux, Sophie Dufau, Nicole Gauthier,
Pierre Miège, Alain Peter

RÉDACTEUR EN CHEF Ismaël Halissat

CHEFFE D'ÉDITION Nina Moreno

COORDINATEUR ICONOGRAPHIQUE Valentin Ehkirch

COORDINATRICE INFOGRAPHIQUE Hélène Gully

RÉALISATION Audrey Altimare, Enric Bonet-Torra, Romain Boulho, Jérémy Bruno,
Hélène Capdeviole, Justin Delépine, Valentin Ehkirch, Loup Espargilière, Clément Grégoire,
Hélène Gully, Ismaël Halissat, Benjamin Hourticq, Mathilde Loire, Antoine Magallon,
Théau Monnet, Nina Moreno, Estelle Pattée, Christelle Praxixay, Anna Riva,
Alexandre Rousset, Nicolas Serve, Aurélie Sïpos, Antoine Terrel, Elodie Troadec

PHOTO DE UNE Nicolas Serve **PHOTO DE DER** Romain Boulho

ENCADREMENT TECHNIQUE Guillaume Bardet, Jean-Christophe Galen

ENCADREMENT REPORTAGES VIDÉO Marie Pouchin, Gwenlaouen Le Gouil

ÉTUDIANTS REPORTAGES VIDÉO Tsvetana Balabanova, Katia Beau, Dang Thi Huong, Léa
Fizzala, Fenja Hildenbrand, Tassilo Holz, Adrien Max, Jule Scharr, Raphaëlle Vivent, Annika Will

ENCADREMENT WEBDOC Philippe Breton, Nicole Gauthier, Matthieu Gorisse-Mondoloni

ÉTUDIANTS WEBDOC Violette Artaud, Charlotte Baechler, Olivia Chandioux, Fabrice Dedieu,
Margot Delévaux, Chloé Gandolfo, Danara Ismetova, François Menu, Gaëtan Plenet,
Marie Roussel

ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ SUN YAT-SEN Chen Minhua, Chen Yuanlin, Cui Can, Fei Fan,
Feng Guobing, Fong Kowkbin, He Yiman, Ji Kaiyuan, Jiang Zheng, Li Wenbo, Li Xingjun,
Lu Xiaoming, Ma Zihan, Nai Qing, Meng Shuxin, Mo Boyu, Shen Yuyun, Tu Shengbin,
Wang Shaofei, Wang Xiangbo, Wu Yingyin, Wu Yongling, Yu Shasha, Zeng Qianying,
Zhang Chenlu, Zhang Xinmeng, Zhou Jialin, Zhou Zhiyu, Li Huang

ÉTUDIANTS ET RÉSEAU DE L'ALLIANCE FRANÇAISE Lin Hong, Liu Lufei, Liu Peihung,
Liu Shanshan, Lu Shiyi, Deng Zihao, Tan Xinyu, Tao Wu, Wu Minting, Xu Xiaole, Xue Ziyang,
Yuan Yunyi, Zeng Ziliang, Zhan Linsi, Zhu Jiaqi

IMPRESSION Dayon Printing, Canton, Chine

Remerciements à l'Alliance française, et particulièrement à sa directrice, Emilie Dai, qui a mis
le réseau de l'agence à notre disposition.

Remerciements au Consul général de France à Canton, Bertrand Furno et ses collaborateurs,
Christophe Bonté, attaché de coopération scientifique et universitaire et Pierre Martin,
attaché de coopération économique.

Et notre reconnaissance chaleureuse à Wu Yongling, pour l'énergie déployée
tout au long des reportages.

